

- ▶ **DOSSIER:**
VIOLENCE D'ÉTAT
- ▶ **KURDISTAN:**
L'ENJEU DE KOBANE
- ▶ **EUROPE :**
DES ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE

La police recrute



en toute impunité

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Paris

La commission journal de mars aura lieu à Lyon

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- o 10 numéros + hors séries 30 euros
- o Sans les hors séries 25 euros
- o Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- o En soutien + de 30 euros
- o À l'essai (3 numéros) 5 euros
- o Un numéro sur demande **GRATUIT**
- o Gratuit pour les prisonniers

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o Egégore BP 81213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

LIMOUSIN

ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

Perigord/Quercy

ocl2446@yahoo.fr

PAYS BASQUE

ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES

ocl-poitou@orange.fr
oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

SUD-EST

ocl.se@sfr.fr

CONTACTS

Figeac, Montpellier, Moulins ...
passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE



EDITO ► PAGE 3

DOSSIER RÉPRESSION

PAGE 4-5 ► Le Testet, Chronique d'une mort annoncée

PAGE 6 ► Manifestation nantaises sous haute tension

PAGE 7 ► Stratégies de peur et de mort pour imposer le projet libéral

PAGE 12 ► Une réaction tuée dans l'oeuf

PAGE 13 ► Des nouvelles d'un prisonnier anarchiste

BIG BROTHER ► PAGE 14

TOUCHONS LE FOND

PAGE 16 ► Les affres d'une presse quotidienne aspirée vers la Toile

URBANISME

PAGE 19 ► Boulogne; Aménagement capitaliste de l'espace: une logique de classe et de ségrégation sociale

ÉCOLOGIE

PAGE 20 ► Loi sur la transition énergétique: un bonus pour le lobby nucléaire

INTERNATIONAL

PAGE 22 ► Réflexions et rappels sur la lutte kurde, l'enjeu de Kobané et la solidarité

NOTRE HISTOIRE

PAGE 26 ► Loin de paris et des clichés, trois livres sur Marseille

EUROPE

PAGE 28 ► Luttés dans l'espace européen et lutte contre l'UE

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 32

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://oclibertaire.free.fr>

A l'heure ou nous bouclons ce numéro, le site est en panne. Nous ne savons pas encore quand il sera de nouveau accessible

COURANT ALTERNATIF
Mars 2014
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Edito

C'est désormais un phénomène confirmé : les Etats démocratiques se transforment et évoluent vers une spécialisation de plus en plus poussée dans la gestion policière de la société. Cette gestion par la force est conçue pour nous soumettre aux décisions prises par l'Etat au cours de processus sophistiqués censés leur donner une légitimité démocratique. Il n'est guère nécessaire de s'appesantir sur les sornettes qui sont régulièrement matraquées, à l'occasion d'échéances électorales notamment, pour nous convaincre que les institutions nous représentent et qu'elles agissent pour le bien commun. Il est à peu près clair pour tout lecteur — assidu ! — de Courant Alternatif, que l'Etat n'est pas neutre et défend avant tout les intérêts de la bourgeoisie et de la classe dominante. Malgré tout, les lois qu'il élabore nécessitent de respecter un minimum de compromis social. Même si la balance penche toujours en faveur des classes supérieures, il est toujours nécessaire de rééquilibrer un peu dans l'autre sens pour préserver un minimum de cohésion dans la société. Sans cette cohésion, les explosions sociales seraient source de désordre et nuiraient finalement aux intérêts capitalistes. C'est pour cela que nos gouvernements ne sont jamais directement issus du MEDEF. Ils en suivent fidèlement les recommandations dans les grandes lignes (baisse du coût du travail, privatisations, ...) tout en atténuant les effets (mise en place d'une couverture maladie universelle, du RSA...) Il n'est même pas rare d'assister au spectacle d'un bras de fer entre un gouvernement et le patronat. Une bonne part de mise en scène est présente dans ce genre d'affrontement, destinée justement à nous montrer que l'Etat sert encore à préserver quelque peu nos intérêts. Ce subtil compromis, reflète ainsi un déséquilibre social maîtrisé et permet la poursuite des affaires en toute tranquillité.

La période actuelle ouvre sans doute une nouvelle phase du rôle des Etats démocratiques. Nous avons vu dans le précédent numéro de Courant Alternatif que les projets de traités de libéralisation des échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique, de type TAFTA, introduisent une nouvelle forme d'ordre juridique. Ces traités vont avoir pour effets de donner au libre marché valeur de loi universelle supérieure, primant sur toutes les réglementations internes aux Etats. C'est dans cette logique que les litiges impliquant des entreprises seront tranchés par une justice privée, composée principalement de personnes issues des milieux d'affaires, chargées de vérifier uniquement la conformité aux accords de libre-échange et non le droit interne instaurant éventuellement des mesures de protection, à l'égard des salariés ou de

l'environnement par exemple. Le monde des grandes entreprises marque ainsi un point supplémentaire dans sa volonté hégémonique de soumettre les institutions politiques à ses desideratas. Si on pouvait encore en douter, il est parfaitement clair que le compromis social actuel a du souci à se faire ! — eh oui ce compromis existe encore un peu et permet que nous ayons toujours un SMIC et une sécu. Dès lors, dans la nouvelle configuration qui se profile, à quoi serviront les Etats ? Comme auparavant ils seront chargés d'appliquer par la force les décisions prises en haut lieu, à la différence près que ces décisions ne seront plus issues du compromis précédent, mais de la seule volonté du capital, qui se contrefout des injustices, inégalités et désordres générés. Par conséquent, les Etats seront contraints d'augmenter substantiellement le niveau de contrainte sur leur population pour imposer ces décisions et, inévitablement, le niveau de violence de ses forces répressives. Cette évolution a déjà commencé, il n'y a qu'à se pencher sur le quadrillage policier mis en place dans les quartiers populaires depuis plusieurs années afin de contrôler les « classes dangereuses ». Ce sont des zones de « non droit », comme les journalistes aiment les dénommer, mais plutôt dans le sens où ceux qui y vivent subissent le harcèlement quotidien de la police et ne sont pas à l'abri d'une « bavure » éliminatoire. Aux Etats-Unis la gestion de la société passe entre autres par une politique d'enfermement massif des classes dangereuses et les jeunes afro-américains y sont emprisonnés à hauteur de 10%. Les crimes policiers contre les jeunes de banlieue en France sont devenus monnaie courante. Cette guerre de basse intensité expérimentée contre les « classes dangereuses » est maintenant étendue à la répression contre les mouvements qui dérangent les institutions : Notre Dame des Landes et le Chesfrene en premier lieu, mais aussi de plus en plus contre les luttes d'usine, syndicales donc. Dans ce contexte, l'assassinat de Rémy Fraisse peut bien être qualifié d'accident, mais un accident prévisible, un risque mortel pris consciemment par les autorités quand elles équipent la police des fameuses armes « non létales », par le type d'ordre qui est donné aux forces armées, par les interdictions de plus en plus nombreuses de manifestations et de rassemblements. C'est par la terreur que le pouvoir entend imposer son ordre social dans les quartiers populaires, c'est par la terreur qu'il tente de dissuader les résistances organisées en envoyant un signal : manifester est devenu risqué pour quiconque remet en cause l'ordre social et politique, seule l'opposition officielle, celle qui collabore avec les institutions, est tolérée.

OCL Paris



Dossier

Répression

Le Testet, chronique d'une mort annoncée.

Rémi FRAISSE est l'un des morts de la guerre de classes que mène le capital contre toutes les formes d'oppositions à leur société totalitaire. Que ce soient contre les militant(e)s, les pauvres, les chômeurs(es), les sans papiers, les Roms et tous les autres.

RETOUR RAPIDE SUR LE RASSEMBLEMENT À LA ZAD DU TESTET DU 24 AU 26 OCTOBRE DERNIER.

Lors de notre arrivée sur place le vendredi 24 octobre dans la soirée, nous sommes confrontés à l'évidence, à un manque d'organisation. En effet l'organisation d'accueil n'a été prévue que pour le samedi matin. Nous sommes plusieurs à chercher un endroit pour se poser. Il est alors aux environs de 22h30, nous arrivons à une des entrées de la ZAD, celle qui les mois auparavant était l'entrée principale de la ZAD.

Deux jeunes seuls, (une fille et un garçon dont leur relève est prévue le matin à 8h), attendaient là les arrivant(e)s. Instruction nous est donnée de continuer sur le chemin car un parking si trouve, avec d'autres, nous le cherchons en vain, nous prenons un autre chemin qui aboutit à un enclos fermé par un portail métallique, le copain sort de la voiture pour se renseigner et s'orienter vers le portail, c'est là que deux mecs encaoulés, le braque avec un taseur et une bombe lacrymogène « casse toi fils de pute » ! Cela étant dit, nous décidons de rejoindre les deux jeunes à l'entrée.

Avec d'autres, nous nous posons à l'entrée

et nous nous installons pour nous reposer. Il est alors 1 à 2 heures. Des gyrophares. Nous nous redressons : c'est les pompiers. Nous nous réinstallons et commençons à somnoler, quand des gendarmes armes aux points frappent aux carreaux du véhicule nous ordonnant de sortir, un peu énervés les garçons. « Pourquoi ? – vérification d'identité ! » (cette fois c'était sûr, nous étions sur la ZAD). Après une discussion un peu tendue et un procès verbal plus tard, « le chef », celui qui sait lire et écrire, apaise la situation et nous indique le chemin pour aller nous garer dans un lieu autorisé, c'est le parking près de la métairie. Nous nous installons vers les 3 heures passées et entendons au loin durant toute la nuit des détonations et des cris, témoins des affrontements qui se poursuivent.

Le fameux portail n'est autre que l'enclos du chantier, entourés de fossés larges et profonds, où se dérouleront les affrontements des nuits du vendredi et du samedi, ainsi que ceux du samedi après-midi. Les seuls vestiges, un bungalow et un générateur qui furent incendiés dans la nuit du vendredi, seront défendus avec acharnement par les bras armés de l'état. Cela aboutira à la mort de Rémi Fraisse dans la

nuit de samedi ainsi qu'à de multiples blessé(e)s parmi les opposant(e)s durant ce week-end. Comme nous l'écrivions dans le CA n°243 d'octobre, le parti socialiste, vu son histoire et sa participation active dans les répressions du passé, a semble-t-il gravité un échelon avec la mort d'un militant écologiste. Mais cette analyse oublie les multiples assassinats commis sur les habitants des banlieues et tous les autres, depuis les dernières années et qui s'ajoutent à ceux perpétrés par tous les gouvernements successifs depuis plus de quarante ans.

Au réveil matinal du samedi matin, l'inorganisation de la veille se confirme, mais le nombre de participant(e)s est déjà conséquent. Nous pourrions boire un café vers 11h. L'installation des chapiteaux et des stands est en cours. Malgré la demande des organisateurs de ne pas faire apparaître de sigles de partis politiques, le NPA a répondu par un drapeau et le front de gauche ou/et le parti de gauche par une multitude d'affichettes à leur effigie, des tables de presse des CNT, des faucheurs volontaires et autres écologistes sont présents ainsi qu'un libraire. L'ambiance est chaleureuse et bon enfant, la participation est hétéroclite,

beaucoup de jeunes. L'ambiance change avec l'arrivée de Mélenchon et de ses gardes du corps avec brassards, pris à partie par des zadistes qui ne veulent pas de sa présence. Mélenchon se prend un yaourt. Vont s'en suivre des joutes oratoires entre défenseur(se)s et opposant(e)s (à Mélenchon). Nous participons aux débats musclés qui s'instaurent à deux doigts du règlement de compte. Par la suite, après le pastaga pris (entre FG/PG) dans leur stand (les tenants de la sixième république ne se mélangeant pas avec la plèbe), les opposant(e)s et défenseur(se)s en viendront aux mains. José Bové se fera huer de la même manière.

En fin de matinée, nous assistons à l'allocation d'un paysan à la retraite et participant actif sur la ZAD, son discours sera applaudi pendant un certain temps et aurait dû faire rougir de honte toute cette gauche de salon. La teneur de son discours, mélange du bon sens paysan et d'une analyse politique que nous défendons, sera un des seuls débats avec celui du dimanche matin auxquels nous assisterons ou participerons. Car en début d'après midi, un appel à manifestation est lancé à l'autre bout de la ZAD en face de l'enclos du chantier, les premières manifestantes sont des brebis arrivées sur le site après plusieurs jours de marche, accompagnées par des bergers opposés aux puçages de leurs animaux et de plusieurs centaines d'opposant(e)s. Nous resterons tout l'après midi sur la zone durant les affrontements. Lors de conversations sur l'utilité de ses affrontements, nous rappellerons le but du rassemblement, réinvestir la zone et la prise en compte que les pouvoirs publics n'avaient pas respectés leurs décisions de ne pas militariser la zone pendant le week-end.

Au matin du dimanche, une rumeur courrait sur la ZAD qu'un homme avait été retrouvé dans la forêt par les gendarmes mobiles. Cette version sera la première donnée par la gendarmerie, l'état et les médias. La suite vous la connaissez.

ET LA DIRECTION D'EELV DANS TOUT CELA

Pourquoi la direction d'EELV s'offusque, alors que pour eux Rémi FRAISSE est un « martyr », de la déclaration du président de la FNSEA qui les affublent du qualificatif de « djihadistes verts », cette même direction d'EELV qui va vite rejoindre après un rappel à l'ordre de leurs amis du PS, les rangs des défenseurs de l'ordre capitaliste et de l'Etat. Ce même Etat PS savait depuis le début que la mort de Rémi Fraisse était due à leurs bras armés qui sévissent à Sivens depuis début septembre avec l'accord des plus hautes autorités de l'Etat. Cette direction d'EELV qui réitère son discours sur les bons et mauvais opposant(e)s en parfait accord avec cette répression institutionnalisée. Plutôt que de se positionner sur le rôle du pouvoir « socialiste » et reconnaître que cela est un assassinat d'Etat, comme tous ceux commis dans les banlieues depuis plusieurs décennies, préfère défendre « l'ordre républicain » en oubliant la position des ces mêmes opposant(e)s qui depuis des mois n'a pas varié, dans les faits et les paroles sur les façons de mener la lutte, y compris celle de répondre par l'insoumission à la violence de l'Etat. Tou(te)s ces dirigeant(e)s des partis de la « gauche républicaine » qui viennent parader devant les médias en mal d'électrices et d'électeurs et grand défenseur de l'ordre républicain et de la démocratie participative. Cette même direction d'EELV plus encline à défendre ses sièges d'élus(e)s que de défendre une écologie anti-capitaliste, sont les descendant(e)s des fossoyeurs de la lutte anti-nucléaire, lutte qui en son temps fut la première lutte écologiste. EELV est le pendant pour l'écologie, de ce que SOS racismes fut pour la marche pour l'égalité et contre le racisme. Une récupération par la démocratie parlementaire de luttes sociales et radicales qui aboutit à une société de plus en plus totalitaire, par l'aide qu'ils apportent à la restructuration de la société capitaliste, en défendant la création d'emplois par le capitalisme vert, soutenu

par une démocratie participative et citoyenne et sans remettre en cause l'instauration d'un Etat policier.

LA STRATÉGIE DU POUVOIR.

La stratégie est bien rôdée, pour assassiner, il suffit comme cela est fait depuis plusieurs années dans les banlieues, de fausses informations, de mise en cause de la victime voir de sa criminalisation, d'inverser les responsabilités et de préparer l'opinion publique à la légitimité de la peine. Quand le pouvoir donne à sa police le droit de tuer l'autre, le pauvre, le sans papier, l'étranger, il n'est pas étonnant de mourir à son tour. Quand depuis 2000, 123 personnes sont mortes sous les balles de la police en toute impunité, cela donne au pouvoir une expérience appréciable sur la gestion du « fait divers ». Mais cette fois, c'est un étudiant en biologie, écologiste « pacifique » qui est tué. Alors la stratégie circonstancielle se met en place. Cette stratégie, déjà mise en place le 22 février à Nantes, consiste à opposer les manifestant(e)s entre « pacifistes » et « casseurs », les premiers étant soutenus par toute la gauche parlementaire. Ce soutien a permis cet été l'interdiction de manifestations de soutien à Gaza et ces dernières semaines l'interdiction, à Paris, Toulouse, Nantes, Rennes, etc., des manifestations contre les violences policières et pour le désarmement de la police suite à la mort de Rémi Fraisse. Cette stratégie a comme objectif de faire régner la peur chez tou(te)s opposant(e)s à la mise en place de cette société mondialisée capitaliste, autoritaire et totalitaire nécessaire à la recherche de profits des entreprises multinationales. Les mutilations, les gardes à vue, les procès des pacifistes et des casseurs et maintenant la mort d'un étudiant en biologie, comme nous l'a annoncé le ministre de l'intérieur : « cela n'est pas une bavure ». C'est un message clair du pouvoir sur la mise en place de la contre-insurrection*.

OCL Moulins



* voir sur internet l'article de Mathieu Rigouste « La mort de Rémi n'est pas une bavure, c'est un meurtre d'Etat »

Manifestations nantaises sous haute tension

Le 22 novembre dernier, face à une armada de policiers, sans autorisation de la préfecture et sans soutien de l'ACIPA et de la Coordination anti-aéroport, près de 3000 personnes ont manifesté à travers Nantes contre l'acharnement judiciaire suite au 22 février dernier et aux violences policières

L'ONDE DE CHOC DU TESTET

Les manifestations nantaises des 28 octobre et 1er novembre appelées notamment par les zadistes visaient surtout la police et peu la responsabilité de l'Etat et du gouvernement Valls. La gauche nantaise, coite, regardait passer le train - le député EELV de Rugby parlait même des affrontements nantais comme une insulte à la mémoire du mort. Les zadistes se sont retrouvés sur la sellette et très isolés, lâchés par une Coordination anti aéroport tétanisée par les déclarations des médias et de Valls, reparlant du projet en évoquant la nécessaire expulsion des zadistes...

Heureusement, il y a aussi de bonnes nouvelles:

- Par exemple la famille Herbin habitant sur la ZAD depuis 96 et menacée d'expulsion (voir le dernier Courant Alternatif) se voit octroyer un sursis, le juge s'estimant incomptent devant la requête d'AGO!

- La maire PS de Bouguenay, où se situe l'actuel aéroport Nantes Atlantique, demande à Nantes métropole pour 2015 une nouvelle étude indépendante sur le coût du réaménagement de l'aéroport existant, reconnaissant implicitement que l'étude de la Direction Générale de l'Aviation Civile était clairement biaisée en faveur du projet de NDDL (1)

- Même la Ligue des Droits de l'Homme et des syndicats d'avocats se fendent d'un point de vue dans Ouest France du 22/11 en soutien au droit de manifester, pour rame-

ner la maire et le préfet à une plus juste appréciation.

Moins réussi, vendredi 21 novembre, une équipe de la ZAD répond à l'Appel du plateau de Millevaches de cadenasser les gendarmeries et bloquer les uniformes globalement inutiles et régulièrement assassins. Choisir la veille d'une manif à risque pour défier -même avec humour- les pandores revient à chauffer un peu plus le climat local! Histoire de monter les enchères? Impressionner les frileux? Cliver un peu plus le camp anti aéroport? L'action met en ébullition les képis (cinq arrestations) et les élus; Cazeneuve fulmine des représailles; Rolland, la maire PS de Nantes éructe: "Ca suffit!" et exhorte le préfet, des banquiers commencent à barricader leurs vitrines. La presse locale annonce une "manif à haut risque". Les élus verts et citoyens se déballonnent, invitent à "l'apaisement" et à rester chez soi... Avec une telle communication, le pouvoir a probablement intimidé certain-e-s manifestant-e-s, mais a démontré ainsi la pugnacité des autres, présent-e-s à la manif du 22 novembre.

MANIFESTER LE 22 NOVEMBRE DE FAÇON AUTONOME

La dernière grande manifestation anti aéroport, le 22 février à Nantes, reste décidément un défi pour le Pouvoir (voir les articles précédents). Rappelons que cette manifestation historique se voulait une réponse au préfet qui venait de signer impru-

demment le lancement des travaux! Huit mois plus tard une nouvelle personne est encore passée en procès pour sa participation aux affrontements; une autre, condamnée à un an ferme pour un jet de fumigène et arrivée à mi-peine, se voit refuser par le procureur une liberté surveillée malgré une promesse d'embauche... Acharnement, oui! Et depuis, chaque mobilisation anti aéroport génère une militarisation du centre ville avec grilles anti émeutes, la remise en question du droit de manifester sans déclaration préalable, etc.

Le collectif anti répression a organisé la solidarité autour des inculpé-e-s du 22 février; ce soutien a recréé un ancien clivage entre la Coordination anti aéroport (toujours prompte, avec les groupes institutionnels(2) à se dissocier des violences et de toute illégalité) et les zadistes, paysans et autres collectifs locaux anti aéroport qui se mobilisaient pour les procès. Ces mêmes collectifs ont organisé la manifestation du 22 novembre contre l'acharnement judiciaire, prenant ainsi une certaine autonomie à l'égard de la Coordination et une indépendance certaine à l'égard des partis politiques ou des syndicats.

Aussi, un des enjeux de la manifestation du 22 novembre était de démontrer la capacité des collectifs locaux à porter une mobilisation en ville sans la direction du mouvement, et à ne pas tolérer la répression et l'acharnement des juges et des policiers comme le fait la Coordination.

Un autre enjeu était de ne plus se cantonner à la ZAD comme terrain d'expression et de confrontation, et réaffirmer la présence de la lutte anti aéroport dans Nantes, comme une question concernant au premier chef la métropole, car ce projet existe et perdure grâce aux crânes d'oeuf du conseil municipal et de la CCI! Le collectif nantais contre l'aéroport (CNCA) n'a pu ou su développer une capacité d'intervention à l'échelle de l'agglomération malgré des manifs mensuelles de 2012 à 2013. La défense d'un territoire à préserver vingt kilomètres plus loin reste un peu abstraite; et la dénonciation d'un projet de ville aseptisée et embourgeoisée, reléguant les moins riches en banlieue, bien que pertinente, laisse peu d'accroches pour regrouper des forces. Mais les mobilisations régulières au tribunal, liées à une certaine effervescence montante de différents groupes, face à la Manif pour tous, aux mobilisations des sans-pa-

[1] Une nouvelle étude, si elle confirme la contre-étude réalisée par la Coordination, offrirait une porte de sortie honorable au gouvernement Valls et au PS de Loire-Atlantique, au nom des économies budgétaires, pour jeter l'éponge.

[2] partis politiques comme EELV, PG, un syndicat comme la Confédération Paysanne proche du PS en Loire-Atlantique, ONG comme Greenpeace, ATTAC,...



22 Novembre - début de manifestation des collectifs locaux devant le Tribunal de Nantes

pier et sans logis, pour la Palestine, sur la fac, pour les prisonniers..., ont créé une mouvance qui s'est retrouvée dans la rue après le drame du Testet. Sa capacité à durer dépendra des formes qu'elle adoptera ou non, mais l'actualité et l'inflexibilité de Valls pourraient lui donner l'occasion de rebondir. Et ce fut le cas le 22 novembre.

UNE MANIFESTATION GÊNANTE POUR LE POUVOIR

La manifestation de Nantes a été obligée d'improviser pour l'itinéraire comme pour l'objectif, vu l'interdiction par les CRS de l'accès au centre-ville transformé avec les marchés de Noël en galerie marchande à ciel ouvert. La préfecture souhaitait forte-

ment nous contenir sur place par l'ampleur du dispositif, quitte à livrer une bataille rangée en blessant quelques participant-e-s au passage. Le préfet aurait pu pérorer sur les manifestations non déclarées et les irresponsables qui mettent en danger les pauvres manifestants. Ne souhaitant pas entrer dans une énième confrontation, qui nous paraissait stérile face à l'enjeu de mobiliser largement dans la diversité et de circuler dans Nantes contre la répression, l'organisation mandatée a joué au chat et à la souris en tournant autour du centre ville face aux barrages de rue, quitte à décevoir certain-e-s. La fin de manifestation a permis aux amateurs de sit-in ou de cavalcades cagoulées d'opter pour leurs choix. mais cette manifestation non déposée et

autonome de tout parti politique, non confidentielle (3000 participant-e-s), même si elle était un peu "nerveuse", a démontré que la dénonciation des violences policières, des armes «non-létales» et de l'acharnement judiciaire n'était pas l'exclusivité de quelques ultras isolés, mais était portée par une fraction de la population significative et diversifiée, refusant de se faire terroriser par les discours officiels des médias.

La prochaine étape consistera le 7 décembre prochain en une course-relais de la préfecture nantaise à la prison, en soutien à Enguerand, condamné à un an ferme pour avoir le 22 février jeté un fumigène artisanal sur les robocops.

Nantes le 27/11/14



STRATÉGIES DE PEUR ET DE MORT POUR IMPOSER LE PROJET LIBÉRAL

L'assassinat de Rémi Fraisse, on le sait, s'est produit au terme de 8 semaines d'un conflit direct et violent entre les opposants et les autorités, le Conseil général du Tarn et la chaîne de pouvoir du maintien de l'ordre (préfet, procureur, ministère de l'intérieur). Une présence policière quotidienne massive a été instaurée à partir du 1er septembre pour protéger le chantier de déboisement et de destruction de la zone humide. De ce jour, les violences policières n'ont cessé de se déchaîner à chaque fois que les caméras de télévision avaient quitté les lieux : flash ball, grenades lacrymos à tirs tendus, interpellations musclées... mais aussi destruction des tentes et des cabanes, incendie à l'essence des affaires personnelles des zadistes. A ce jour, plus d'une vingtaine de plaintes ont été déposées contre les forces de police.

Face à cette volonté de casser physiquement la résistance au barrage, face à l'avancée rapide des travaux, face à un rapport de force «militaire» inégal sur le terrain, les opposants décident plusieurs semaines à l'avance d'appeler à un rassemblement sur un week-end entier, avec débats, pièces de théâtre, ateliers, spectacles... Celui-ci rassemble environ 6000 personnes venues pour l'essentiel du grand sud-ouest mais avec pas mal de monde de tout l'Hexagone voire au-delà, et beaucoup de jeunes.

La police devait être absente de la vallée, du point de rassemblement jusqu'à la limite aval du chantier, distante de 2 km environ. Or c'est là que l'État a concentré des forces

de Gendarmerie mobile, officiellement pour protéger... une remise de type Algéco incendiée la veille et un grillag La veille du rassemblement, les engins de chantier avaient été démenagés du site et seul un groupe électrogène laissé sur place a été incendié le vendredi soir. (sur la situation de la lutte, voir article «Le Testet, chronique d'une mort annoncée»)

LA CONSTRUCTION DU DISCOURS DE L'ÉTAT.

A la suite de la mort de Rémi Fraisse, l'actions répressive a été légitimée par un discours fait de mensonges et d'omissions.

Cela se passe en trois temps. D'abord, en essayant de cacher ce qui était arrivé, puis en essayant de criminaliser la victime, ensuite en tentant de faire passer cette mort comme purement accidentelle.

- Les conditions de la mort ont été escamotées. Pendant les première 24 heures, la communication des autorités (procureur et ministre de l'Intérieur) parle d'un corps retrouvé dans la forêt. On laisse entendre qu'il a été trouvé dans les bois, presque par hasard, au milieu de la nuit. Rien ne révèle que la mort est survenue aux cours des affrontements, encore moins à cause des forces de l'ordre, la cause est inconnue, l'hypothèse d'une overdose est même évo-

quée. Les conditions de la mort de Rémi – pourtant déjà parfaitement connues des gendarmes et des autorités en temps réel, dans les minutes qui ont suivi le décès – sont délibérément cachées.

- La victime est désignée comme coupable. Le lendemain, les premiers éléments révélés de l'autopsie parlent d'une explosion dans le dos et donc révèlent que Rémi se trouvait dans la zone des combats. A partir de là, la figure de la victime se construit: il ne peut qu'être responsable de sa propre mort. Simultanément, le procureur déclare que cette mort est incompréhensible car les forces de l'ordre ayant utilisées des armes ne pouvant par tuer, ne peuvent être responsables de la mort. On parle alors du sac à dos de Rémi qui aurait pu contenir des substances – fumigènes, bombe aérosol, cartouche de gaz – susceptibles de provoquer l'explosion mortelle. Alors qu'émerge la figure de la victime responsable de ce qui lui est arrivé, la presse relayant les propos des autorités se lancent alors dans le scénario habituel des inévitables «Black Blocs» composés de 100 à 150 anarchistes cagoulés et fortement armés, venus au Testet exclusivement pour en découdre avec les forces de police. Le jour suivant, la personnalité de Rémi commence à être connue. Etudiant en botanique de 21 ans, sans casier judiciaire ni fichage policier, amoureux de la nature, bénévole dans une association de protection de l'environnement, connu pour avoir des convictions fortes mais qui en aucun cas n'est venu au rassemblement de Sivens pour s'affronter avec la police. Bref, une personne qui ne cadre pas avec le prototype du «méchant». Cette non-coïncidence ne sera pas relevée par les médias et les commentateurs. Ceux-ci sont incapables de concevoir qu'un amoureux de la nature, plutôt pacifiste, se soit retrouvé au milieu des affrontements. Ils sont incapables d'admettre la complexité des dynamiques qui caractérisent les mouvements sociaux, les moments de révoltes, de solidarité et de radicalisation à l'œuvre, de comprendre que dans ce cadre, occuper un terrain illégalement, refuser de se disperser, refuser de plier à la menace et à la violence des flics, leur faire face courageusement, se défendre de leurs armes meurtrières, ne fait pas de vous un «casseur» mais un-e résistant-e assumant – à ses risques et périls – un certain degré de confrontation dans le cadre d'un objectif jugé légitime, ici la défense d'une zone humide, c'est-à-dire le refus de perpétuer et d'étendre le modèle capitaliste-productiviste du complexe agro-industriel.

- Enfin, la fable de l'accident fatal. Avec la révélation de la découverte de TNT dans la plaie située dans le dos de Rémi, sa famille dépose plainte pour homicide volontaire. L'autopsie révèle que la mort a été instantanée, qu'il n'y avait pas de traces de brûlures, ni de particule métallique ou plastique. Exit donc la fausse piste des substances gazeuses ou pyrotechniques dans le sac à dos de Rémi. Deux jours après le décès, le lundi 27 octobre, le procureur d'Albi lâche qu'une grenade a pu provoquer



la mort. C'est alors que se met en place le troisième épisode. La mort de Rémi devient un tragique accident. Tandis que le terme de «compassion» se répand chez les responsables politiques, Valls déclare aussitôt qu'il ne peut pas croire à une erreur de la police et Cazeneuve n'hésite pas à affirmer la même chose, à savoir que la mort de Rémi «n'est pas une bavure». Le 28 octobre, à l'assemblée nationale, Valls en rajoute une couche: *«Je n'accepte pas et je n'accepterai pas les mises en cause, les accusations qui ont été portées en dehors de l'hémicycle à l'encontre du ministre de l'Intérieur. [...] Je n'accepterai pas la mise en cause des policiers et des gendarmes qui ont compté de nombreux blessés dans leurs rangs».*

LES GENTILS, LES MÉCHANTS ET LA DÉFENSE DE L'ACTION RÉPRESSIVE

La ligne du gouvernement et du PS ne variera pas, rappelant sans cesse, aidé en cela par les syndicats de police, que les policiers ont été attaqués, qu'ils ont eu des blessés, qu'ils sont les victimes, qu'ils n'ont fait que se défendre, qu'il y a une montée intolérable de la violence de la part de groupes de «casseurs», etc., Cazeneuve prenant comme exemple de ces «violences», une série de dégradations dans la ville de Gaillac, mettant sur le même plan deux tags sur le monument aux morts et une vitrine fendue avec la mort d'un manifestant. La ligne «anticasseurs» de défense de l'action répressive à Sivens et ailleurs du gouvernement va servir à mettre en place un régime de terreur et d'intimidation.

Dans la semaine qui a suivi le meurtre de Rémi, des rassemblements ont été spontanément appelés dans une cinquantaine de villes en France, mais aussi à Genève, Bruxelles, Lausanne, Barcelone, Turin, Milan, Londres. Une semaine après le week-end fatal, le dimanche 2 novembre, environ 4000 personnes se rassemblent à Sivens, sur les lieux même où la vie de Rémi lui a été arrachée par la raison d'État. Ce dimanche, des centaines de personnes vien-

nent dans la vallée du Tescou pour la première fois, posent des questions, se renseignent, témoignent de leur solidarité avec les opposants. Depuis le meurtre de Rémi, de nouveaux occupants affluent, s'installent pour trois jours ou trois semaines, construisent des cabanes, dressent de nouveaux campements, en particulier dans la zone du chantier où Rémi a été tué. La ZAD n'a jamais été aussi vivante, avec tous les jours des visiteurs, des curieux, des personnes solidaires qui apportent du matériel de construction... Du coup, si les flics ont bel et bien disparus du site lui-même, les contrôles sur les routes qui y conduisent se multiplient: contrôles d'identité, des véhicules avec arrêtés préfectoraux autorisant la fouille des véhicules, contraventions et intimidations... Si la plupart des rassemblements ne donnent pas lieu à des déploiements gigantesques de forces de l'ordre, c'est dans quatre villes que se concentreront les comportements policiers visant à interdire et étouffer les mobilisations: Nantes, Rennes, Toulouse et Paris. Pour le gouvernement, mais aussi une partie des opposants (EELV, certains membres des composantes associatives et institutionnelles dans les mouvements d'opposition aux projets du barrage de Sivens et de l'aéroport de Notre-Dame des Landes notamment) qui appellent «au calme» dans un remarquable concert de lamentations pour un peu de matériel urbain esquiné, il s'agit, sous couvert de maintien de l'ordre, d'accentuer le clivage latent entre «modérés» et «radicaux», d'y superposer durablement un autre, entre «non-violents» et «violents», entre protestation digne, responsable, mesurée et compassionnelle et scènes d'émeutes, de guérilla, de débordements organisés par des «casseurs» extrémistes, anarchistes et autonomes (Mélénchon a vu lui, l'extrême droite sous les cagoules de ceux qui l'ont aspergé de yaourt). Chaque jour, de nouvelles révélations issues de plusieurs enquêtes journalistiques indiquent clairement que le pouvoir, et sin-

gulièrement la chaîne de commandement des forces de l'ordre qui remonte jusqu'au sommet du gouvernement, savaient depuis la nuit du 25 au 26 octobre que Rémi avait été tué par une grenade offensive des gendarmes, que des consignes de fermeté avaient été données explicitement aux forces de l'ordre pour qu'ils «tiennent» à tous prix un petit carré grillagé, symbole de la volonté indéfectible du Conseil général PS d'imposer son projet et de l'État de le soutenir. La présence des gendarmes mobiles dans le périmètre du rassemblement, c'est-à-dire de la zone humide, du chantier et de la ZAD (c'est la même chose), n'avait d'autre but que de marquer la présence de l'État sur le territoire et provoquer des affrontements après 8 semaines ininterrompues de violences policières et de harcèlements. Le gouvernement semble avoir réussi le tour de force d'imposer les termes du débat et de retourner la violence d'État qui a provoqué la mort de Rémi comme celle de manifestants «violents» et «incontrôlés».

Cette capacité, qui s'appuie certes sur un consensus politique établi et des relais dans les moyens de persuasion de masse, est aussi redevable à quelques insuffisances et incapacités dans «notre camp» au sens large. Ce tour de force renvoie aussi à des faiblesses dans les ripostes et les dénonciations de la violence de l'État.

UNE RÉPRESSION POLICIÈRE CROISSANTE

Les forces de l'ordre n'ont cessé de durcir leur action ces dernières années – la liste des blessé-e-s et mutilé-e-s par tirs de flashball et autres armes «non létales» serait trop longue à reproduire –, et cette accentuation de la coercition n'est pas le fruit du hasard. Elle répond à la volonté réfléchie de l'État de faire appliquer des mesures qui visent toujours plus à soumettre l'ensemble de la société aux intérêts du patronat (hyperflexibilité du marché du travail, attaques contre la protection sociale et le niveau de vie, démantèlement de services publics, grands projets inutiles...). La police a toujours pour mission de maintenir l'ordre, mais elle doit aujourd'hui le faire avec une brutalité croissante et une logistique nouvelle afin que sautent les obstacles qui se dressent face à une orientation économique ultralibérale. Il s'agit de terroriser quiconque s'insurge et entre en lutte, de convaincre que manifester étant dangereux, mieux vaut rester chez soi en subissant, de contenir toute opposition dans des formes «civiles» et légales, donc respectueuses des procédures d'acceptabilité et compatibles avec la société existante (commissions d'enquête, médiations institutionnelles...).

L'état s'est donné les moyens de cette intensification de la répression, et cela pas qu'en France. On a vu l'introduction de moyens de fichage nouveaux (notamment ADN), de formes de collaboration des forces de maintien de l'ordre à l'échelle européenne, notamment lors de contre-som-

met, le blocage de manifestants en dehors des zones de rassemblements, les expulsions du territoire de manifestants pour «européens» mais devenus pour l'occasion principalement des «étrangers»... Croissance aussi des équipements, armes utilisées, vidéo-surveillance... On a vu aussi l'introduction et la généralisation de nouvelles armes comme les flash ball (ou LBD, Lanceur de balle de défense) ou les grenades contenant des matières explosives dites de «désencerclement» ou offensive (OF F1), nouvelles armes dites «non-létales» selon la terminologie officielle, mais qui blessent, mutilent et peuvent tuer, soit dans le cas des LDB par l'objet lui-même (la balle en caoutchouc), soit dans le cas des grenades, par les éclats de matières (métal et plastique dur), soit par l'effet de souffle de l'explosion (cas de Rémi Fraise et de Vital Michalon à Malville en 1977)[1]. D'autres armes «non létales» peuvent tuer, mutiler ou blesser grièvement comme les coups de crosse de fusil lance grenade et de matraques sur la tête (Malek Oussekine en novembre 1986 à Paris), les grenades lacrymogènes lancées à tir tendu, dans le visage notamment (Richard Deshayes en 1971)[2].

UNE RÉPRESSION AU SERVICE D'UN ORDRE SOCIAL

La colère contre les violences policières, nécessaire et légitime, ne saurait suffire. «Flics, porcs, assassins» est un slogan qui exprime une révolte brute contre les bandes armées des corps répressifs de l'État mais apparaît comme bien faible face à la situation imposée par l'État, par la violence de cette institution et par celle qu'il met en œuvre pour imposer ses mesures et ses choix. Car cette croissance de la répression n'est pas le résultat d'un gonflement spontané. Elle résulte d'une politique délibérée de contrôle de certaines catégories sociales, dans certains quartiers déterminés et de manière générale de contention de manifestation de rue ou hors les villes et de n'importe quel type de mouvements de lutte sociale dès lors que ceux-ci menacent l'ordre social.

La gestion de la mort de Rémi Fraise par l'État et les principaux médias consiste à isoler les faits, à les séparer à la fois du contexte des luttes et des manifestations de ces dernières années, mais aussi de la violence institutionnelle diffuse et constante qui constitue le quotidien «banal» et ordinaire des quartiers périphériques et des enclaves populaires des zones urbaines. Le rappel d'assassinats plus anciens, Vital Michalon, Malek Oussekine, Sébastien Briat où, déjà, les mensonges et les silences des autorités politiques avaient prévalu, notamment, est effacé.

Ainsi, le lundi 27 octobre est le 9ème anniversaire de la mort de Zied et Bouna à Villiers-le-Bel, ainsi le 30 octobre, 5 jours à peine après le décès de Rémi Fraise, un jeune de 20 ans des quartiers nord de Blois a perdu l'usage d'un œil suite à un tir de

flash ball, ainsi, le 17 octobre, à peine une semaine avant la mort de Rémi Fraise, c'est un autre jeune, Thimothée Lake, qui a été tué par la BAC dans le quartier St-Cyprien de Toulouse, dans une supérette et dans l'indifférence quasi-générale: tout est fait pour occulter des rapprochements possibles et évidents. A part quelques communiqués et appels à manifester, le lien n'a pourtant pas été établi ni dans la presse, ni de la part de ceux qui se veulent les «opposants officiels» comme EELV ou le Front de gauche... Comme le dit Matthieu Rigouste dans une interview récente, «face aux ZAD et à leurs formes de reterritorialisations des luttes urbaines et rurales, les polices occidentales expérimentent aussi de nouveaux dispositifs de contre-insurrection hybrides et modulables, c'est-à-dire où la dimension militaro-policière du quadrillage, de l'enfermement et de la provocation est centrée sur un théâtre d'opération rural et forestier mais est aussi capable de passer rapidement voire simultanément en mode «Azur» (action en zone urbaine). Capable de passer instantanément du «maintien de l'ordre» au «contrôle des foules», de la répression policière à la guerre de basse intensité»[3].

Depuis l'année 2000, les chiffres officiels comptent 130 morts du fait de la police. Tous les ans, entre 10 et 15 personnes, la plupart habitant des quartiers populaires, sont tuées par la police, sans parler des blessés et des mutilés à vie. Avec le couple

[1] Lors de la manifestation contre le Surgénérateur de Creys-Malville du 31 juillet 1977, les grenades offensives ont aussi mutilé: un manifestant a eu le pied arraché (Michel Grandjean), un autre la main arrachée (Manfred Schultz). Un policier a aussi perdu une main pour avoir tardé à lancer sa grenade offensive.

[2] La liste des mutilés par grenades offensives et balles en caoutchouc de flash ball est trop longue pour la faire figurer ici.

[3] "Le maintien de l'ordre", Tant qu'il y aura de l'argent (<http://www.tantquil.n> et/)



Supers flics du Groupe d'intervention de la police Nationale le 22 février à Nantes pour la manifestation anti Aéroport

justice-prison, c'est clairement une violence de classe qui s'affiche le plus officiellement qui soit afin d'exercer une domination sans fard, une mise à distance hors les murs, une ségrégation spatiale, un bannissement collectif et une pression disciplinaire doublée d'une surveillance constante avec une présence faite de contrôles incessants des identités et des activités... C'est une lutte incessante contre les «classes dangereuses» et leurs pratiques de débrouille, de réappropriations et de l'économie souterraine de survie et de substitution.

LA VIOLENCE DU CAPITAL ET DE L'ÉTAT

Au-delà des violences «policières, de la militarisation des forces de police, (plus précisément «d'hybridation entre le policier et le militaire»)[4], au-delà de la confusion entretenue entre maintien de l'ordre, lutte anti-terroriste, lutte contre le crime organisé et stratégies contre-insurrectionnelles, il convient de sortir des pièges linguistiques: le terme de «violence» sert à la fois à désigner le bris d'un distributeur de billets de banque, voire un simple tag sur un bâtiment officiel, et... des vagues de bombardements aériens sur des zones habitées, la torture, les assassinats de masse, un attentat-suicide faisant des centaines de morts... Par contre, la quotidienneté violente du capitalisme n'est jamais évoquée: les guerres coloniales, la misère et la rareté organisée, et plus concrètement encore pour des millions de personnes ici, la violence des familles jetées à la rue suite aux expulsions locatives et de logements squattés (plus de 10000 par an avec présence de la police), la violence des boulots de merde, pénibles et dangereux payés moins de 800 euros par mois, la violence de l'intérim, du chantage à l'emploi pour accepter les baisses de salaires, l'allongement du temps de travail, le renoncement «volontaire» au droit de grève et le travail en 4 x 8 en continu (7 jours sur 7) qui bousille un peu plus la santé, la violence de l'amiante, des pollutions chimiques, de la radioactivité, des accidents du travail et des maladies professionnelles (qui plus est, non reconnues pour la plupart), la violence de l'espérance de vie en bonne santé inférieure de 10 ans pour un ouvrier comparée à celle d'un cadre, la violence des files d'attente qui s'allongent chaque année un peu plus aux Restaus du Cœur, de la hausse de 44% du nombre de SDF en 11 ans, des travailleurs de plus en plus nombreux qui dorment dans leur voiture ou dans une caravane...

COMBATTRE LA MARGINALISATION DES MOBILISATIONS

Disons-le tout net, l'ensemble des mobilisations consécutives à l'assassinat de Rémi Fraisse ont été en dessous de ce que ce meurtre d'État aurait mérité. La quasi-absence de forces «de gauche» fait évidemment partie de ce tableau. A ce sujet, il ne fait aucun doute que si Sarkozy ou un autre

leader de la droite avait été au pouvoir, on aurait assisté à une déferlante de condamnations et de protestations de la part de partis, de syndicats, d'association, d'organisations démocratiques (comme la LDH)... Des intellectuels et des personnalités se seraient indignés dans des appels publics, des «réunion unitaires» auraient été organisées dans toutes les villes de France, appelant à autant de manifestations et à des meetings à Paris, à Toulouse... La «gauche» au pouvoir – et cela même si une partie grandissante de ses électeurs se rend compte qu'il s'agit d'une «deuxième droite»[5] – a pour effet de neutraliser les mobilisations, de les bâillonner dans des marges, de les bâillonner, d'empêcher que se constituent des pôles d'opposition et de contestation sociale. Ceci étant, on ne peut pas passer sous silence la démobilitation générale à laquelle on a assisté, malgré les dizaines d'initiatives un peu partout, malgré les mouvements et blocages lycéens à Paris et dans le 93, à Rouen et à Limoges, malgré les AG et manifestations étudiantes de Rennes et de Toulouse. Si bien sûr les interdictions de manifester ont fait leur effet, si les invraisemblables déploiements policiers en ont intimidé plus d'une-e, il aura manqué une capacité politique de mobiliser qui s'en affranchisse, qui occupe l'espace vacant laissé par une gauche absente, qui permette de fédérer des indignations et des colères face à la mort de Rémi et à la banalisation des violences policières, à la systématisation de la violence d'État.

L'arrivée de Valls comme chef de l'exécutif marque une inflexion dans le quinquennat calamiteux de Hollande. Une fois de plus, c'est un ex-ministre de la police qui se retrouve à l'une des deux têtes de l'appareil gouvernemental pour y appliquer une ligne «libérale» et policière/autoritaire. Il mène une politique répondant aux exigences capitalistes de l'heure et s'appuie sur une vague réactionnaire aux relents familialistes, déclinistes, néo-pétainistes qui mobilise une partie de la société (manif pour tous, homophobie, xénophobie, affirmation identitaire, défense d'un ordre encore plus hiérarchique et autoritaire, tolérance zéro pour les délinquants, les paresseux, les assistés, défense d'un modèle productiviste et haine de tout ce qui se réfère à l'écologie...), des courants de protestations disparates mais qui affirment tous ouvertement porter le combat en faveur de l'inégalité sociale et politique – une inégalité des droits – selon des critères les plus divers: religieux, pseudo-naturalistes, culturalistes, raciaux, colonialistes, de mérite social ou d'appartenance à une communauté imaginaire (nationale, européenne, judéo-chrétienne, blanche...) normative et excluante.

Sans développer ici les jeux politiques auxquels se livre la gauche au pouvoir actuellement, il est clair que, plus encore qu'avant, le gouvernement tente de prendre la droite à revers électoralement, en appliquant une politique qu'elle réclame et qui lui convient: casser les luttes et les freins à la réalisation des profits, opérer des

transferts d'argent public conséquents vers les marges des entreprises, attaquer les «rigidités» du marché du travail et les quelques garanties offertes encore par le contrat de travail et le droit social, réduire les coûts de la reproduction sociale (les services publics), fliquer les chômeurs et les allocataires de la protection sociale et des minimas sociaux selon le vieux principe républicain consistant à conjurer l'égalité des principes démocratiques en renversant la préséance des droits sur les devoirs, c'est-à-dire à briser l'inconditionnalité des droits sociaux et recréer par là une relation de pouvoir et d'assujettissement d'ancien régime – un régime de tutelle et de protection en échange d'obligations, de corvées, de devoirs.

Ainsi, le projet de barrage de Sivens n'est pas annulé mais maintenu, quitte à le modifier un peu; ainsi Valls a réaffirmé qu'il était favorable à l'aéroport de Notre-Dame des Landes, mais en ajoutant qu'il jouera la carte «légaliste» d'attendre l'épuisement des recours pour prendre une décision; ainsi Hollande en visite au Canada, s'empresse de se rendre, accompagné par une nuée de patrons et de scientifiques, dans la région de l'Alberta où sont massivement exploités les schistes bitumineux.

COMBATTRE LE MAINTIEN DE L'ORDRE SOCIAL

Même en se limitant aux manifestations et à leur répression violente, il n'a pas été suffisamment dit que les «violences policières» n'étaient pas seulement policières et qu'elles correspondaient à une violence d'État qui s'accroît dans le cadre d'un «maintien de l'ordre» de plus en plus brutal, et que c'est bien cet ordre social violemment défendu qu'il faut viser.

En 2007 à Nantes, un lycéen de 17 ans grièvement blessé suite à un tir de flash ball lors d'une manifestation. La même année, une étudiante en médecine perd un œil ainsi que le gout et l'odorat à Grenoble après avoir reçu dans la figure une grenade de désencerclement lors d'une manif anti-Sarkozy. En 2009, à Toulouse, un étudiant de 25 ans est grièvement blessé à l'œil par un tir de flash ball lors d'une action collective de réappropriation dans un supermarché. La même année, Joachim Gatti, documentariste, est mutilé à l'œil par un «mini» flash ball (un pistolet appelé «gomme-cogne») lors d'une manif protestant contre l'expulsion d'un squat à Montreuil (93). L'année suivante, dans cette même commune, un autre lycéen est atteint en pleine tête par une balle en caoutchouc lors d'un blocage de son lycée dans la cadre des mobilisations contre la réforme des retraites. En 2012 également, une manifestante est grièvement blessée par 15 éclats de métal d'une grenade lors d'un rassemblement contre la construction de lignes de Très Haute Tension dans la commune du Chefresne (Manche). En février 2013, un jeune intérimaire belge de 25 ans perd un œil après avoir été touché par un tir de flash

[4] «La mort de Rémi n'est pas une bavure, c'est un meurtre d'État», aparté.com.

[5] Pour reprendre le titre d'un livre de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, publié en 1986 et traitant de l'époque de Mitterrand. La deuxième droite, réédité chez Agone en 2013.



22 Novembre - tête de cortège à Toulouse

ball lors d'une manifestation à Strasbourg. A Nantes et sur la ZAD, on ne compte plus les dizaines de tirs de flash ball et leurs victimes depuis le début du mouvement d'opposition à l'aéroport et dont le sommet dans le déchaînement de violence (et aussi dans les poursuites pénales et les incarcérations) a été atteint lors de la manifestation du 22 février dernier: au moins trois manifestants ont été blessés à l'œil. Cette liste loin d'être exhaustive indique bien que c'est un ensemble de mouvements sociaux, de résistances, qui se heurtent à la violence d'État et aux armes dites non-létales qui blessent, mutilent et tuent. C'est cette absence de prise en compte de la globalité des enjeux que l'on doit souligner pour essayer de sortir du cas par cas, de telle lutte plutôt que telle autre et de la seule dénonciation des «flics, porcs, assassins». En outre, les difficultés à socialiser les expériences de lutte sur les violences policières et institutionnelles qui frappent les habitants des quartiers populaire au quotidien sont aussi une aubaine pour l'État et les artisans du maintien de l'ordre social et policier dans les métropoles. Avec les interdictions de manifester – pour Gaza cet été, contre les violences policières cet automne – l'État et le gouvernement Hollande-Valls ont haussé un peu plus le niveau de la coercition et de la confrontation contre ceux et celles qui combattent sa politique.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les semaines à venir diront s'il est possible de sortir de l'attitude purement défensive et émotionnelle, encore une fois justifiée et légitime, pour imaginer des formes de ripostes qui ne se prêtent pas aux manipulations et instrumentalisation sécuritaires de l'état. Il faudrait arriver à déjouer les stratégies de marginalisation de la contestation, à attaquer les pratiques continues de l'état de division entre «bons manifestants» et «casseurs» afin d'imposer violemment sa politique. Les semaines à venir diront s'il est possible d'impulser des mobilisations qui n'entendent pas céder devant les injonctions et les interdictions, qui parviennent à défendre les espaces formels et substantiels de lutte, d'expression et de manifestation, qui articulent le combat sur le terrain juridique (en menant à bien des contre-enquêtes par exemple^[6]) avec un travail de recontextualisation dans un combat global que dessine déjà l'ensemble des luttes et résistances en butte aux violences policières, des initiatives qui expriment le droit non négociable de manifester dans la rue contre la politique répressive d'un gouvernement et l'ordre social qu'il détient par la terreur et la violence armée, par sa justice et ses prisons, mais pas seulement. Cet ordre social est maintenu aussi en organisant le découpage et le maillage territorial, avec ses zones de relégation, ses murs invisibles, avec sa surveillance, ses contrôles, ses patrouilles et ses check

points, ses couvre-feux et son occupation policière incessante des quartiers populaires, c'est-à-dire des espaces publics de la vie sociale, de circulation et de rassemblement, les espaces d'une autonomie populaire possible sur des territoires urbains que l'état combat pied à pied. Ces mesures de contre-insurrection préventive font partie de l'arsenal de la guerre sociale en cours visant à «résoudre» violemment la crise de la reproduction capitaliste (et ses instabilités financières) au profit du capital globalisé et de ses grands blocs de pouvoir (politique et militaire) et de puissance (financière et économique) qui se battent pour le partage du monde, – sans certitude d'y parvenir – et sans lever l'hypothèque de la crise écologique, voire «civilisationnelle» qui caractérise la période. Il ne s'agit pas ici de dire cela pour le plaisir de tracer des perspectives inatteignables à court terme mais simplement de proposer une orientation générale qui détermine à la fois les raisons de la politique de l'État et les contenus des résistances sociales qu'elle fait naître – et de trouver à ces dernières des raisons communes et suffisantes de lutter ensemble.

[6] Comme l'a initié la Ligue des droits de l'homme (Toulouse) en relation avec la défense et la famille de Rémi Fraisse

Une réaction tuée dans l'oeuf...

Ou comment la répression policière peut briser un mouvement...

Si la mobilisation populaire n'a pas été au rendez vous, la répression, elle, a fonctionné à plein régime. Sur Paris et ailleurs, les flics ont très bien manoeuvré et ont réussi à étouffer toute opposition radicale à la mort d'un militant... Retour sur ce qui est en train de devenir la norme de toute mobilisation...

MISE EN SCÈNE ET VERROU POLICIER

[1] Plus d'informations dans l'article: «chronologie de la répression policière suite à la mort de Rémi Fraisse», sur le site Paris-luttes.info

Paris, métro Stalingrad, dimanche, les 300 courageux qui se sont rassemblés n'en mènent pas large... Des centaines et des centaines de flics les encerclent, les contrôlent et multiplient les provocations. Il faut dire que la manifestation est interdite, comme toutes les manifestations en solidarité avec la lutte de Sievens jusqu'ici (une manifestation sera finalement acceptée par la préfecture avec un encadrement policier complètement dingue). Autour, il y a bien 300 autres personnes qui n'osent pas rentrer dans ce rassemblement qui a tout l'air d'un traquenard, de peur de se faire contrôler ou embarquer (pour des motifs tels que «avoir une écharpe noire»). Quand finalement les organisateurs appellent les gens à se disperser, les flics les en empêchent et chargent dans le tas... créant un semblant de chaos qui mettra les journalistes en émoi...

Préablement, et c'est une première depuis des années, des arrestations préventives très massives (près d'une trentaine) avaient eu lieu à Montreuil quelques heures avant la manif, saisissant la banderole de la manif, les tracts et privant ainsi la manifestation d'une grande part de son expression politique.

Ces arrestations préventives sont la preuve que le mouvement et plus largement les révolutionnaires sont très surveillés et que l'état a décidé de mettre le paquet en terme de «répression préventive» sur le mouvement.

Sur les quelques rassemblements qui ont eu lieu, il faut noter le très faible nombre de personnes présentes. 700 le mercredi suivant la mort de Rémi, 300 à Stalingrad donc, et une manif «unitaire» (où les orgas ont très peu mobilisé) a réuni près de 3000

personnes après de nombreuses menaces d'interdiction. Alors que le calme dans les manifs a été la norme, le résultat de la répression est sans appel:

-330 interpellations

-48 garde à vue (pour des «délits» allant d'insulte à agent, diffusion de tract, en passant par «atroupement non armée en vu de commettre des dégradations»)

-9 procès en vue (pour collage d'affiche «incitant directement à la rébellion», «meneur d'une manifestation interdite», «dégradations», «port d'armes prohibées» et autres motifs farfelus...) (1)

Parallèlement, une répression plus incertaine a lieu. La répression policière s'est abattue sur le mouvement et les individus de manière très intimidante. Le jour de la manifestation unitaire déclarée en préfecture, les provocations policières sont multiples, les flics sont présents en masse, les groupes de baqueux insultent les manifestants... La tension est assez palpable et pourtant les gens présents savent bien qu'un affrontement serait du pain béni pour le pouvoir. A un moment, le groupe de baqueux se rapproche d'un camarade classé comme «leader» (c'est souvent lui qui porte les mégaphones en manif) pendant que celui-ci les filme. Ils l'interpellent, le tabassent sur le trottoir et le laissent repartir dans la manif, le visage tuméfié, aux yeux de tous...

La veille, une camarade à la pointe du mouvement, assumant publiquement les positions politiques anti étatiques et anti flics, voit débarquer chez elle les flics au petit matin. Motif: une sombre histoire de prélèvement ADN datant d'il y a plusieurs années.

Sur la manif de Stalingrad, les membres du front de gauche et du NPA qui avaient

déposé la manifestation ont été tirés du lit par les flics venant leur signifier l'interdiction de la manif. Avant, les flics se contentaient d'un rendez vous en préfecture.

LES MANIFESTATIONS À PARIS, UN ENJEU DE TAILLE

Manifester à Paris est devenu un sport risqué. Il s'agit désormais de pouvoir défiler. Chose qui il y a 10 ans ne posait que peu de problèmes, devient aujourd'hui un périploc.

Désormais, déposer un rassemblement anar un peu ambitieux politiquement (qui dépasse la soixantaine de personne) est impossible à Paris. Il faut nécessairement passer par une «organisation respectable». Et encore, pour la manifestation du 8 novembre au départ de Bastille, il a fallu un cortège de 15 orgas de gauche pour que la manif soit enfin acceptée. Cela fait échos aux manifs Palestine interdites cet été et à l'inculpation d'Alain Pojolat (voir encart). Cette impossibilité pratique freine nos initiatives et nos possibilités de nous ouvrir vers l'extérieur. Cela accentue la tendance déjà lourde des groupes radicaux (dont l'auteur fait entièrement partie) à se replier sur leur petit milieu. Néanmoins, et c'est le point plutôt positif de cette mobilisation, tout le monde est très conscient de ce piège. Ainsi, et c'est une première à Paris, des personnes issues de la mouvance autonome ont cherché à tisser des liens avec les NPA, le front de gauche et d'autres tendances de gauche. Ces liens ont été recherchés par les organisations de gauche, tout aussi faibles que nous, et les contacts se sont faits sur des bases purement pratiques... Mais il faut le constater: nous ne pouvons plus manifester sur des sujets qui touchent réellement le pouvoir qu'en faisant des alliances de circonstances. Alliances qui pourraient déboucher sur de nouvelles formes politiques, puisque les organisations de gauche sont en train de se déliter complètement et laissent leurs militants (qui n'ont plus aucune illusion sur les socialistes, bien qu'il leur a fallu du temps) dans l'expectative... Cette nouvelle forme de dialogue, contrainte par la répression, n'en est pour l'instant qu'à l'état d'amorce, mais il est clair qu'il faut pousser pour aller dans ce sens, et ce sans se faire d'illusion ni fan-

Sur la répression envers Alain Pojolat, communiqué du NPA

Alain Pojolat a été convoqué par la justice pour avoir déposé en juillet dernier, à la préfecture, au nom de plusieurs organisations, des demandes d'autorisation à manifester. Ces manifestations, en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza qui subissaient l'agression féroce de l'armée israélienne, ont été interdites. (...) Toutes ces tentatives ont échoué. Malgré les interdictions, malgré la police, c'est par milliers que les manifestants sont venus dénoncer dans la rue l'agression israélienne. C'est par milliers que la pétition regroupant entre autres une large palette de personnalités du monde associatif, syndical, artistique et politique, a été signée, dénonçant l'inculpation d'Alain Pojolat (...) Le procureur avait requis 2 mois de prison avec sursis et 1500 euros d'amendes. L'ampleur de la mobilisation en a décidé autrement. Cette belle victoire politique est un encouragement à ne pas baisser la tête pour toutes celles et ceux qui se battent pour la liberté d'expression.

tasmer un mythe de «l'unité du mouvement ouvrier». Il est juste clair qu'à Paris, nos forces sont trop faibles et disséminées pour pouvoir se permettre de ne pas travailler ensemble.

LES VIOLENCES POLICIÈRES, NOUVEL AXE DE LA LUTTE, NOUVEAUX LIENS AVEC LA BANLIEUE

L'autre axe intéressant qui se développe, ce sont les liens avec les collectifs de victimes de la répression en banlieue. Ces rencontres avaient déjà eu lieu préalablement et cherchaient depuis longtemps un terrain commun sur lequel agir. Mais force était de constater que la répression contre les militant n'allait jusqu'à aujourd'hui pas jusqu'à la mort, alors qu'il s'agissait d'un acte pas si isolé dans les cités françaises... Les rencontres préalables avaient lieu autour du flash ball, avec notamment des initiatives prises par Joachim Gatti et Pierre Douillard, tout deux éborgnés par un tir de flash ball en 2009 et 2007. Mais jusqu'à présent, il s'agissait de militants qui allaient vers les victimes de meurtres racistes et non l'inverse. A Paris, Amal Bentounsi et Farid El-Yamni, tous deux membres du collectif «Urgence, notre police assassine» et respectivement sœur et frère d'une personne morte sous les balles de la police, ont assisté spontanément aux assemblées générales.

Les liens se sont tissés au fur et à mesure de la mobilisation pour que, finalement,

Amine Bentounsi, tué par la police

Amine Bentounsi, jeune qui a grandi dans les quartiers de Meaux, a goûté assez vite à la justice de classe. Première incarcération à 13 ans, le plus jeune prisonnier de France à l'époque. S'en suit un parcours assez classique où il alterne séjours en prison et «liberté». Comme souvent dans ces cas là et pour vivre, il se tourne vers les braquages. En cavale, il se fait balancer par un de ses complices qui voulait se débarrasser de lui. Le 21 avril 2012, alors qu'il a 29 ans, il se fait prendre dans un traquenard policier, il tente de s'enfuir, mais un flic lui tire trois balles dans le dos. Il n'avait pas d'arme sur lui. Le flic a été mis en examen, ce qui a provoqué des manifs de flics devant le tribunal de Bobigny... Pour l'instant le flic en question est sous contrôle judiciaire et conserve son emploi en Isère. En attendant, Amal Bentounsi, la sœur du défunt, se démène pour faire connaître cette histoire et a vu un procès lui être intenté par Valls pour avoir tenu ce propos dans un tract: "Vous voulez commettre des violences, crimes, en toute impunité sans être inquiété? La police recrute". Elle a finalement été relaxée.

notre cause soit commune. En témoigne la «lettre ouverte à la mère de Rémi» (2) écrite par Farid El Yamni, frère de Wissam El Yamni assassiné par la police le jour du nouvel an 2012. Lettre dans laquelle il ne fait pas de distinction politique, raciale ou communautaire et où il analyse la mort de Rémi comme une continuité presque «logique» de la violence d'état.

Car l'écueil des comités vérité justice à se tourner vers des raisons communautaires, à analyser les meurtres policiers uniquement sous le prisme du racisme, tend à être battu en brèche depuis quelques mois. En effet Rémi Fraisse n'était pas vraiment un jeune de cité, Clément Méric pas plus et les trois éborgnés de la manifestation anti aéroport du 22 Février à Nantes non plus. Les lignes bougent à ce niveau là, ouvrant des perspectives de classe, et ne se centrant plus sur les rap-

ports raciaux qui font le fondement de groupes tendancieux comme le Parti des indigènes de la république (qui se fera remarquer dans cette mobilisation par son silence assourdissant). Ces ouvertures ne sont pour l'instant qu'une ébauche mais c'est la première fois que celle-ci se fait de manière formelle dans un cadre explicitement politique et non plus par des relations interindividuelles...

A nous de faire fructifier ces rencontres et ces mobilisations pour pouvoir enfin créer un rapport de force s'appuyant sur les milieux militants mais aussi et surtout sur les quartiers populaires, qui depuis des années subissent ce que nous découvrons.

M. Paris.

[2] Texte à lire sur le site Paris-luttes.info

Des nouvelles d'un prisonnier anarchiste

Nous avons déjà parlé de Damien Camelio dans les colonnes de Courant Alternatif, Damien qui se définit lui-même comme «anarchiste séquestré par l'Etat», est enfermé depuis le mois de février 2014 pour avoir commis trois attaques incendiaires, actes qu'il totalement assumés et revendiqués devant le tribunal, il a été condamné pour cela à 2 ans d'emprisonnement, et maintient son engagement anarchiste en prison. Conséquence, la répression de l'Administration Pénitentiaire ne se s'est pas faite attendre : placement en isolement et sous statut de Détenu Particulièrement Signalé :

«description rapide de mon nouveau régime : 23 heures en cellule, 1 heure de promenade dans une cour individuelle de 8 sur 4 mètres. Interdiction formelle de tout contact avec un autre prisonnier, interdiction formelle de toute activité (ni sport, ni école, ni travail). Une escorte d'un chef plus deux ou trois matons, des que ma porte de ma cellule s'ouvre. Je suis dans une tombe. Ça fait des mois que je n'ai pas vu un visage humain, ni aperçu le ciel (la cour est recouverte de métal) » (extrait d'un courrier de Damien) Ce statut, pour lequel la France a été régu-

lièrement rappelé à l'ordre par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (c'est pas qu'on espère quelque chose de ce côté là mais ça reste intéressant à remarquer). Dans son rapport du 19 avril 2012, le Comité européen de Prévention de la Torture (CPT) a dénoncé la pratique consistant à contrôler les DPS en les réveillant plusieurs fois par nuit étant donné les conséquences néfastes pour la santé des détenus, dans le même sens, par une ordonnance du 18 avril 2014, le juge des référés du Tribunal administratif de Limoges a ordonné la suspension du régime de surveillance nocturne qui était imposé depuis le mois de juin 2013 à un DPS. Il a relevé que les contrôles nocturnes appliqués à l'intéressé, qui perturbent le sommeil et ont un impact sur sa santé, portent une atteinte grave et immédiate à sa situation.

Par ailleurs le centre pénitentiaire Pémégan de Mont-de-Marsan, inauguré en novembre 2008, fait parti ces nouvelles prisons où les surenchères technologiques et sécuritaires déshumanisantes conditionnent le détenu en simple objet, engendrent de la violence et génèrent des drames humains. C'est même la taule «pilote» du plan

13200 places lancé en 2002 par D.Perben. D'un côté une privatisation accrue de certain aspect de la détention, de l'autre des laboratoires carcéraux pour casser toutes velléités de révoltes et d'insoumission. Le résultat : à ce jour au moins dix suicides connus (dont 6 durant les 18 premiers mois d'ouverture!) rien que pour Pémégan !

Malgré cela Damien se bat et s'intéresse toujours autant à ce qui se passe dehors, il est plus que nécessaire d'écrire massivement à Damien pour qu'il ne reste pas seul, une injonction cependant, il faut rappeler que les gardiens lisent systématiquement tous les courriers qui entrent et sortent de la prison. Il n'est donc pas question de raconter n'importe quoi dans ses écrits, les gaffes et les vantardises dans les lettres sont mises à la charge de Damien qui en fait les frais.

Damien CAMELIO
N°- 5057 CP MONT DE MARSAN
Chemin de Pemégan BP 90629
40006 MONT DE MARSAN CEDEX

Le chiffrement des mobiles en question

Google et Apple ont annoncé l'activation du chiffrement par défaut dans les smartphones sous iOS et Android. Cela a entraîné des protestations entre autres du FBI qui dénoncent les effets néfastes d'une sécurité excessive en informatique pour le bon déroulement d'une enquête de police. Aux Etats-Unis, la police et le ministère de la justice font du lobbying auprès des élus américains afin de préparer le terrain législatif au cas où un texte de loi s'avérerait nécessaire pour contraindre Apple et Google de ménager une porte d'accès aux autorités dans les

terminaux chiffrés. En fait, il ne s'agit pas de criminaliser le chiffrement mais de le rendre accessible aux enquêtes policières et judiciaires. Pour ce faire, cela nous étonnerait beaucoup que ces 2 entreprises se fassent très longtemps tirer les oreilles même s'ils affirment qu'il leur est impossible de livrer aux forces de l'ordre les clés de chiffrement suite à une requête de justice ! Il faut dire que Google et Apple ont été éclaboussés par les révélations d'Edward Snowden et ils veulent actuellement rassurer leur clientèle en leur proposant toujours plus de sécurité.

En France, un scénario identique pourrait survenir. En effet, lors de l'examen en première lecture du projet de loi antiterroriste, une députée PS, s'exprimant alors au nom de son groupe parlementaire, a suggéré « qu'il faudra demain agir sur les données cryptées ». Et quelques semaines plus tard, un élu UMP a demandé au ministre de l'Intérieur s'il comptait prendre des mesures contre le chiffrement... A suivre !

Sources : Numerama.com et 01net.com

Grenades offensives et syndicalisme policier

Dès l'annonce de la suspension de la grenade offensive par le ministre de l'Intérieur (qui l'a finalement interdite), tous les syndicats de flics ont évidemment dénoncé cette décision « hâtive » et « politique », quant à la hiérarchie de la gendarmerie, elle a affirmé qu'elle n'était pour rien dans cette décision. Avant que l'enregistrement fait par la gendarmerie fuitte et se retrouve décrypté dans le Journal Le Monde, le secrétaire général de Synergie-Officiers se répand le 29 octobre dans Le Figaro. Pour lui, la décision de suspension de la grenade offensive du ministre de l'Intérieur est « avant tout politique ». « Il n'y a pas de justificatif opérationnel technique puisqu'on ne sait pas ce qu'il s'est passé. Certes, on a retrouvé des traces de TNT sur les vêtements de la victime, mais on ignore si c'est une grenade de la gendarmerie qui est en cause » ...

Source : Le Figaro

Vers quel monde médical nous dirigeons-nous ?

Le site « Numerama.com » a publié en février 2014 une enquête sur la médecine personnalisée et le rôle immense qu'y joueront les géants de l'information (dont IBM). Ces firmes espèrent croiser les données médicales collectées en temps réel grâce aux objets connectés avec le profil génétique de chaque individu. Cela va très vite, d'autant plus que les séquenceurs ADN rapides et à bas coût arrivent.

IBM, qui avait déjà prévenu qu'une analyse ADN serait fournie aux médecins dès avant 2020, a ainsi annoncé avoir investi dans la start-up américaine Pathway Genomics spécialisée dans les tests génétiques en tous genres. La firme propose de nombreux dépistages et analyses de l'ADN pour analyser les risques de cancers, les risques cardiaques, etc., mais aussi pour aider les patients et leurs médecins à choisir les molécules les plus adaptées pour les traitements curatifs ou préventifs.

De plus, Pathway Genomics propose une application iOS et Android qui "permet aux clients de consulter facilement et d'en savoir plus sur leurs résultats de tests en laboratoire, à partir de leur téléphone mobile ou ta-

blette". L'application se connecte au compte privé de l'utilisateur, dans lequel figurent ses résultats d'analyse génétique, et propose des conseils adaptés.

"Pour la première fois, les consommateurs pourront poser des questions à l'application Pathway Panorama pour obtenir des informations et des options fournies par l'intelligence cognitive de Watson, basées sur leurs propres gènes liés au bien-être, aux données portables, et d'autres informations liées au bien-être, telles que le bien être émotionnel, physique et social".

"Panorama surveillera aussi de façon routinière la santé et les informations de bien-être d'un utilisateur, et fera signe à l'utilisateur avec de nouvelles recommandations pertinentes", se félicite IBM.

A terme, c'est la liberté de l'individu qui est menacée, puisque IBM, comme Apple, projette sans aucun doute de signer des contrats avec des assurances santé, qui n'accepteront d'assurer l'individu ou de lui accorder des réductions que s'il respecte scrupuleusement les recommandations faites par Pathway Panorama. Ce n'est déjà plus de la science-fiction avec le premier test réalisé par AXA l'été

Des directeurs (trices) d'école toujours en résistance à Base élèves

Deux directeurs d'école de Loire-Atlantique ont été convoqués en octobre pour leur refus de renseigner la Base élèves. Ce jour là, de nombreux(ses) camarades du département et de départements voisins sont venus les soutenir. Le fichage des enfants a donc refait parler de lui à l'occasion de cette rencontre scolaire. Pourtant, tout avait été fait pour une nouvelle fois endormir la profession. Toutes les courroies hiérarchiques avaient rempli leur fonction : « Mais non, il ne s'agit que d'une formalité administrative... il s'agit d'un simple outil de gestion... aucune information personnelle n'est transmise... aucune connexion autre n'est possible... aucun souci de sécuri-

sation des données... les parents d'élèves n'ont même pas à être informés car ce fichage ne comporte aucun risque ». Autant de raisons pour amener tous les directeurs d'école à la raison.

Voici un extrait du communiqué de ces deux directeurs d'école refusniks : « malgré notre isolement issu des campagnes institutionnelles de pressions et de sanctions, nous avons décidé de poursuivre notre refus. Car il s'agit bien d'un fichier centralisé et nominatif qui trace chaque enfant au moyen d'un numéro d'identifiant pour l'ensemble de sa vie scolaire ». A suivre...

Source : retraitbaseeleves.wordpress.com

dernier. Afin d'optimiser ses services et d'augmenter ses profits, l'assureur AXA a, en effet, décidé de faire le test des objets connectés. 1000 de ses assurés ont utilisé un capteur d'activité indiquant la distance parcourue, les calories brûlées, le temps de sommeil, ... afin de s'assurer lui-même du profil qu'il protège. En effet, une personne en bonne santé avec une activité dynamique présente moins de risques de maladies ou d'accidents. C'est une garantie de sécurité.

Pour le moment, les objets connectés à porter sur soi mesurent essentiellement le flux sanguin. Mais l'objectif est de développer toute une série de capteurs toujours plus précis, pour suivre la présence de certaines molécules dans le sang, et ainsi par exemple s'assurer qu'un utilisateur suit bien le traitement médical qui lui est prescrit, qu'il ne fume pas, qu'il ne boit pas davantage de café que ce qui lui est permis, ou qu'il ne boit trop d'alcool le soir en rentrant du travail.

Tout ça pour améliorer "le bien-être individuel", bien entendu.

Source : Numerama.com

Brother

Interdiction administrative du territoire français

Le récent projet de loi antiterroriste (voir dernier CA) a été définitivement voté, sans surprise, le 4 novembre à l'Assemblée nationale. Il deviendra une loi dès qu'Hollande l'aura promulgué (entre deux voyages) et deviendra applicable dès sa publication au Journal Officiel.

Mais, au dernier moment, le ministre de l'Intérieur, B. Cazeneuve, a discrètement glissé un amendement assez inquiétant. Il s'agit ni plus ni moins de pouvoir interdire l'entrée en France d'un ressortissant de l'Union Européenne, en dépit de la sacro-sainte liberté de circulation, s'il représente une « menace pour la sécurité publique ». Quésako ? La loi dit précisément : « Tout ressortissant d'un Etat membre de l'UE... peut ... faire l'objet d'une interdiction administrative du territoire lorsque sa présence en France constituerait, en raison de son comportement

personnel, du point de vue de l'ordre ou de la sécurité publique, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société ». En conséquence, il ne s'agit pas forcément d'une menace terroriste, d'ailleurs ce mot n'est même pas cité. D'après des spécialistes du Droit, cette définition de la « menace pour la sécurité publique » peut permettre d'interdire à quasiment n'importe qui l'accès au territoire... notamment aux Roms, qui sont près de 6 millions à vivre dans l'UE. En effet, par exemple, le Conseil d'Etat a accepté, le 1er octobre que la « mendicité agressive » d'une famille Rom constituait une menace qui touche aux intérêts fondamentaux de la société. Nous assistons bien à une dérive générale, pas seulement en France mais en Europe, de ces restrictions à la liberté d'aller et venir même avec une nationalité européenne.

Le comportement des malades surveillé à distance par la télé médecine

En France, à l'occasion du projet de loi de finances pour l'année 2015, le ministère de la Défense a demandé aux parlementaires d'accorder une ligne budgétaire en très forte augmentation pour le programme d'interception des signaux électromagnétiques. En effet, l'armée demande 2 milliards d'euros pour son programme de gestion des ondes hertziennes et de surveillance des communications. Sur ces 2 milliards, 603 millions concernent des dépenses d'investissement (matériel, logiciels, bâtiments, ...) pour l'interception et le traitement des émissions électromagnétiques qui englobent les interceptions de conversations téléphoniques et le déchiffrement de communications sur les réseaux électroniques. Ce sont, à ne pas en douter, les conséquences du nombre croissant de champs de bataille investis par l'armée française et de la lutte contre le terrorisme qui, d'ailleurs avaient déjà justifié, voici 1 an, l'adoption d'une loi de pro-

grammation militaire offrant de nouveaux pouvoirs de surveillance à l'Etat.

En Allemagne, l'agence d'espionnage a sollicité un budget de 300 millions d'euros sur 5 ans pour mieux espionner les communications sur Internet, avec notamment le déchiffrement des flux HTTPS et la surveillance en temps réels des réseaux sociaux. Pour éviter d'espionner les allemands, ce qui est interdit par la Constitution de ce pays, le programme dont le pilote serait lancé dès le mois de juin 2015 se concentrera sur les communications en langue non germanique, excluant tout ce qui sera écrit en allemand. Mais la NSA ou d'autres services européens peuvent très bien collecter ce qui se dit en allemand, et le transmettre à leurs homologues dans le cadre des traditionnels accords de coopération qui rendent ces précautions nationales très hypocrites.

Source : Numerama.com

Le fichier « Lupin » validé par la CNIL 6 ans après

Le 15 octobre 2014, le ministre de l'Intérieur a publié au Journal Officiel un arrêté relatif à la mise en œuvre de traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « logiciel d'uniformisation des procédures d'identification » (LUPIN... les flics veulent avoir de l'humour). Il s'agit de faciliter l'identification des auteurs de cambriolages, par l'enregistrement de toutes les informations glanées par les enquêteurs et par la police technique et scientifique sur les lieux de l'infraction. LUPIN permet ainsi aux policiers et gendarmes de rassembler les informations

sur les victimes (identité, coordonnées, nature des traces biologiques ou papillaires relevées pour les distinguer de celles des suspects...), les informations d'identification des suspects et des informations sur les faits (mode opératoire, traces, vidéos, objets dérobés, ...). L'objectif est de faciliter les croisements entre différents cambriolages pour permettre aux enquêteurs d'établir des liens entre différentes affaires. Il est prévu que les informations soient conservées pendant 3 ans à compter de leur enregistrement, avant d'être automatiquement détruites (qui ira vérifier ?). Les

Lutte contre la « fraude sociale » en Belgique

D'après un plan de lutte contre la fraude sociale du gouvernement Michel, les consommations d'eau, d'électricité et de gaz des chômeurs seront contrôlées en priorité. Les personnes qui déclarent vivre seule et touchent ainsi davantage d'allocations de chômage sont visées. Ce gouvernement belge issu des élections fédérales du 24 mai 2014 qui regroupe des libéraux flamands et wallons, des démocrates chrétiens et des nationalistes flamands, va donc instaurer un système de transmission des données de consommation de gaz, eau et électricité. Si ces consommations sont anormalement élevées pour une personne, cela signifierait qu'il y a des soupçons qu'elle ne vit pas seule. En conséquence, si vous êtes au chômage, éviter d'héberger une personne qui n'a pas d'autres endroits pour se laver. Si les personnes ne consomment rien, ce sera le signe qu'elles ont une domiciliation fictive et qu'elles n'habitent donc pas où elles le prétendent...

Source : sudinfo.be

« Un village où il fait bon vivre » (site Internet de la commune)

Damouzy, un village ardennais d'un peu plus de 400 habitants est devenu tristement célèbre dans la région. Suite à un arrêté municipal, deux jeunes de 14 ans ont écopé d'une amende de 17 euros chacun pour ... avoir joué au ballon en plein après-midi sur la place du village. Ces procès-verbaux ont été donnés par la gendarmerie qui avait été alertée par un riverain. Il faut dire qu'il est aussi interdit de jouer au foot sur le terrain de handball et les terrains de foot sont fermés. Pour résoudre les problèmes générationnels existants dans sa commune, Madame la Maire a prévu d'organiser une réunion... "dans l'espoir de trouver une solution".

Source : Le journal l'Union

victimes peuvent aussi demander leur effacement (qui les informera ?) dès lors que l'auteur a été condamné.

Mais, même s'il est officialisé le 15 octobre 2014, LUPIN n'est pas un nouveau fichier puisqu'il était exploité illégalement depuis 2008. La Commission Nationale Informatique et Liberté le reconnaît... et le regrette. A noter que ce fichier LUPIN était déjà cité dans un rapport parlementaire en décembre 2009.

Source : Numerama.com

Les affres d'une presse quotidienne aspirée vers la Toile

Depuis des décennies, on nous parle d'une crise à la fois de l'écrit et de la presse. En fait, la lecture se pratique toujours, mais sur davantage de supports que le seul papier ; quant à la désaffection à présent galopante constatée envers les quotidiens, elle traduit d'une part un désintérêt pour des journaux « d'information » qui sont surtout de classe, d'autre part l'attraction qu'exerce Internet sur l'ensemble des activités humaines. Etat des lieux, illustré en particulier par l'exemple du Monde.

Les ventes de la presse quotidienne nationale (PQN, « nationale » signifiant en France parisienne) baissent en permanence : d'après l'OJD, entre janvier et juillet de cette année, leur chute globale a été de 3,4 % par rapport à 2013 – Le Parisien, L'Equipe et Libé étant les plus atteints. Conséquence pour ce dernier titre : le 15 septembre, la direction a annoncé vouloir restructurer l'entreprise, avec à la clé 93 suppressions de postes sur 250, et attendre du personnel restant une cadence plus soutenue, davantage de flexibilité et de « performance individuelle » induisant une « part variable de la rémunération ». Quant au Monde, diffusé à 500 000 exemplaires payants dans les années 1970, il ne l'est plus qu'à 267 000 en juillet 2014. Et sa vente moyenne en kiosques est seulement de 75 000 exemplaires, car ce système de distribution s'effondre : tout en se débarrassant des petites publications par leurs conditions draconiennes, les ex-NMPP (rebaptisées Presstalis depuis la fin de leur monopole, pénalisent les titres de la PQN par les dysfonctionnements qu'engendrent leurs nombreux litiges avec les kiosquistes.).

L'IMPACT DE L'IMAGE ET DES « GRATUITS » SUR LES QUOTIDIENS PAYANTS

On retrouve cette dégringolade de la presse écrite dans d'autres pays occidentaux – avec ses conséquences : licenciements à El Pais en Espagne, au Corriere della sera en Italie ; fermeture du Frankfurter Rundschau en Allemagne, de Apogevmatini et Eleftherotipia en Grèce... Et de nombreuses raisons sont couramment avancées pour l'expliquer : cherté du papier, baisse du nombre de petites annonces, sous-capitalisation des éditeurs, faiblesse des investissements publicitaires, surcoûts ponctuels de la rédaction, surcoûts structurels de la distribution, incompétence des patrons de presse... Mais, en France, deux reviennent surtout en ce qui concerne la PQN. D'abord, un désintérêt grandissant pour l'écrit en général – concurrencé par l'image avec la multiplication des écrans et l'essor d'Internet. Les médias ne cessent de tirer la sonnette d'alarme à ce sujet par rapport aux jeunes (en particulier les garçons, accros aux jeux vidéo)(1). Certes, beaucoup de

gens lisent peu d'ouvrages, ou se cantonnent aux auteur-e-s « reconnu-e-s » : prix, classiques, célébrités... ; néanmoins, la lecture reste une activité couramment pratiquée – même s'il faut sans nul doute moduler pareille constatation en fonction des classes sociales –, et cette activité a gagné de nouveaux supports : ordinateurs, tablettes, liseuses. De plus, concernant les journaux, on remarquera que si les news se portent eux aussi assez mal (voir les royaux cadeaux d'abonnement proposés par Le Nouvel Obs), il en va différemment pour la presse people, de loisirs, ou encore dite « féminine » (concentrée sur la mode, la santé, les enfants et la maison) : pas de « crise », là, et la pub est au rendez-vous. Le problème ne réside donc pas tant dans le support papier que dans la forme et le fond de ce qui est inscrit dessus.

Jusqu'à l'explosion de la bulle Internet, quotidiens, radios et chaînes de télé constituaient les seuls moyens d'information « immédiate » ; aujourd'hui, c'est le Web qui donne ce quasi-instantané. Alors, pour compenser leur handicap, les quotidiens tentent d'occuper le créneau habituel des autres périodiques : ils proposent dans leurs colonnes des dossiers et rubriques « débats », jouent de plus en plus la carte d'une image choc, multiplient les hors-séries thématiques. Et, surtout, ils créent leur

propre site informatique. Celui du Monde est né en décembre 1995 ; sa fréquentation augmente mais ses abonnements n'ont rapporté que 15 % du chiffre d'affaires global en 2013 (contre 80 % pour le journal papier).

Les autres quotidiens se sont eux aussi mis au Net depuis des années, mais tous ont du mal à trancher entre le payant et le non-payant dans cette offre, pour l'heure non rentable. Ils occupent cependant la place, parce qu'ils ne peuvent faire autrement : la pub, une grosse source de financement pour eux, les désertant pour aller sur les sites, où elle ne cesse d'augmenter, ils sont forcés de suivre. D'autant que leur clientèle habituelle dédaigne de moins en moins le Web pour s'informer.

D'après les médias, le mauvais état de la PQN serait aussi dû à la vogue des publications gratuites, une « concurrence déloyale ». En fait, il y a fort à parier que, s'il ne trouvait pas de gratuits à prendre à l'entrée du métro ou de la gare, leur lectorat jouerait avec un portable ou ferait un sudoku bien plus qu'il n'achèterait un « dérivatif » tel que les « grands quotidiens ». Car, si indigente que soit l'information offerte par les gratuits, elle leur suffit sans doute pour se tenir au courant de l'actualité. La charge médiatique contre ces publications semble de plus avoir perdu de sa vigueur, ces der-



[1] D'après Médiamétrie, les 15-35 ans utilisent de nos jours deux fois et demie plus Internet qu'en 2005.

niers temps, et le fait qu'elles soient, pour certaines, clientes des imprimeries de la PQN n'y est sans doute pas étranger : il y a quelques années, des commandos d'ouvriers du Livre effectuaient des interventions musclées sur leurs points de distribution pour empêcher celle-ci de s'effectuer, mais des accords ont visiblement été trouvés.

L'«OBJECTIVITÉ» ? COMMENT CELA POURRAIT-IL EXISTER ?

En réalité, le problème de la PQN est loin de tenir aux deux causes invoquées, et bien plutôt à deux autres.

La première réside dans son traitement de l'info : c'est une presse de classe, largement réservée à une certaine élite (hormis Le Parisien - Aujourd'hui, et, dans une moindre mesure, L'Equipe) et compréhensible avant tout par elle. Le prouvent à la fois son lectorat (par ailleurs pour l'essentiel masculin), ses sources de financement (Etat, actionnaires, pub) et les personnes qui en établissent le contenu.

Le Monde est emblématique : destiné prioritairement à l'intelligentsia et au patronat, il a pour « lecteur moyen » un homme de 52 ans appartenant à l'encadrement des entreprises ou aux milieux enseignants (2). La création de ce titre, en 1944, a été jugée nécessaire par l'Etat lui-même : de Gaulle vou-

lait un journal « prestigieux » pour la France, en remplacement du Temps, accusé d'avoir collaboré - Le Monde en a repris le format, la présentation, les locaux et le personnel. Sur de telles bases, même hyperdéficitaire (2,3 M€ de pertes en 2013), il ne peut disparaître - début 2017, il doit déménager avec les autres titres du groupe Le Monde (GLM) : La Vie, Télérama, Courrier international... dans des locaux (à construire !) du 13e arrondissement parisien (3). L'épisode de 2010 l'a bien montré : le quotidien avait alors quelque 94 M€ de dettes et il lui fallait 10 M€ afin d'éviter la cessation de paiement. Pourtant, les offres n'ont pas manqué pour le reprendre. C'est finalement le trio composé du banquier Matthieu Pigasse (Les Inrockuptibles...) et des patrons Xavier Niel (Iliad donc Free...) et Pierre Berger (Globe, Têtu...) (4) qui a été plébiscité par les salarié-e-s de l'entreprise (voir le fonctionnement de ce journal dans l'encadré consacré à sa « crise »).

La presse écrite est archisubventionnée par le gouvernement - Le Monde en premier : il a touché 18,6 M€ de lui en 2012. Et à ce soutien annuel se sont ajoutés pour chaque titre de la PQN, de 2003 à 2010, à peu près 3 M€ par an d'« aide à la modernisation de la presse ». Une aide pas tout à fait désintéressée : le pouvoir attend un « bon » traitement de l'info, et si celui-ci tarde il peut user de moyens de pression indirects pour

l'obtenir. Le Monde, qui a oscillé au cours de son histoire entre le centre gauche et le centre droit, l'a constaté sous la présidence de Sarkozy : Direct Matin, Le Journal du dimanche et Les Echos, appartenant respectivement à Vincent Bolloré, Arnaud Lagardère et Bernard Arnault, trois patrons bons amis du Président, ont cessé d'être tirés par Le Monde imprimerie (LMI) pour le punir d'une insuffisante bienveillance à son égard.

De même, les actionnaires orientent pour une bonne part le contenu de la PQN (5). Au Monde, le poids du trio a vite pesé sur le choix des sujets et rubriques. Depuis la fin des années 1970, l'actualité sociale avait déjà bien fondu dans ce journal au profit de l'économie, mais aujourd'hui il s'agit clairement de concurrencer Les Echos. Aux suppléments « Le Monde des affaires » et « Le Monde argent » s'est donc ajouté en 2013 « Economie et entreprises » (cahier quotidien de 8 à 14 pages) - tandis qu'était enterré le supplément géopolitique, coupable de publicité insuffisante. La place consacrée à l'environnement ou à l'écologie a de même diminué (6), et la rubrique Plannète s'est réduite à peu de chagrin.

Au choix des sujets à traiter s'ajoute de plus celui de leur traitement pour créer l'événement et orienter l'« opinion publique ». Un exemple parmi mille autres de manipulation, ce gros titre en une du Monde : « Ma-

La «crise» du Monde, un effet de sa modernisation

Les salarié-e-s du Monde en assurent la gestion par le biais de sociétés. La Société des rédacteurs du Monde (SRM, 400 journalistes depuis quatre ans) est née en 1951 (1) ; celle des employés (SEM) et des cadres (SCM) en 1968 ; celle des lecteurs en 1985, et un conseil de surveillance existe depuis 1994.

La fermeture de l'imprimerie LMI, en 2015, a fait ces dernières années l'objet d'innombrables négociations concernant son personnel et provoqué pas mal de non-parutions du journal ; mais la crise qui a touché Le Monde au printemps dernier est due à la volonté de lancer une nouvelle formule rédactionnelle et, simultanément, d'installer un nouveau système informatique visant à fusionner les rédactions du journal papier et du Net. Un « calendrier fou » qui a suscité dans la maison une tension certaine.

Après avoir été plébiscitée (80 % des voix) en 2013, Natalie Nougayrède a pris la direction de la publication (en binôme avec Louis Dreyfus) et celle des rédactions, mais sa popularité s'est vite écroulée. A la mi-février 2014, elle a annoncé le mixage des rédactions à travers un plan Mobilité : 57 postes papier seraient « recadrés » et « redéployés » sur le Web, tandis que les rubriques logement, exclusion, économie sociale et solidaire ou banlieue seraient supprimées. Les journalistes touchés par ce plan repostuleraient en interne, y compris sur leur propre poste (trois refus de reclassement entraînant un licenciement) ; mais d'autres pourraient également poser leur candidature sur ces postes « ouverts » - un vrai jeu de chaises musicales dénoncé par les élu-e-s du personnel (les délégué-e-s SNJ, SNJ-CGT, CGT et Infocom fonctionnent en intersyndicale). Le 21 mars, les journalistes du Monde interactif (MIA) ont émis un avis négatif sur le plan, le sort des pigistes et CDD du site restant incertain quoiqu'ils-elles travaillent souvent là depuis des années à temps plein. Le cabinet Technologia a de son côté effectué un audit de 30 salarié-e-s, et rendu début mai un rapport très critique (qu'a publié Mediapart) sur l'ambiance instaurée par la hiérarchie. Le 6, sept membres de la rédaction en chef ont démissionné de leurs fonctions ; en assemblée générale du personnel, ils ont dé-

noncé des « dysfonctionnements majeurs » dus à la direction. Le 14, Nougayrède, lâchée par les actionnaires, a annoncé son départ.

Pour assurer l'intérim, les actionnaires ont nommé Gilles van Kote directeur de la publication et Jérôme Féniglio rédac chef, et dans un second plan de restructuration présenté le 15 septembre, le nombre de postes à renégocier est tombé à 29. Mais alors qu'allait sortir un journal relooké, le 6 octobre, la direction a informé qu'elle voulait créer une filiale pour regrouper les services administratifs et d'autres, sous prétexte d'uniformiser les divers statuts y coexistants. En réalité, il s'agit de passer le personnel de ces services sous une convention détachée de la presse, Syntec - qui serait négociée avec les futur-e-s délégué-e-s de cette filiale. La perspective de départs négociés en cas de refus d'intégrer cette filiale et la crainte de perdre beaucoup en cas d'acceptation ont suscité assez d'indignation pour que des AG regroupent 300 à 400 personnes, que Le Monde ne paraisse pas un jour et qu'une pétition contre ce plan soit largement signée.

La direction assure depuis ne vouloir toucher à aucun des « avantages » que donne l'affiliation à la convention de la presse, et elle a fixé un calendrier de négociations jusqu'à la fin de l'année. Les délégué-e-s semblent considérer l'affaire comme close - mais ils-elles peuvent aussi bien manifester une certaine combativité que prendre l'« intérêt de la maison » pour le leur. Ainsi, lorsque la direction a dit en 2013 vouloir supprimer des RTT, ils-elles ont fait voter le personnel avant de la rencontrer, afin d'obtenir un large rapport de forces en leur faveur ; mais un an après ils-elles ont abruptement annoncé à ce personnel la perte de 11 RTT sur 21 par an, avec pour faire passer la pilule l'attribution à chaque salarié-e d'une prime annuelle brute de 1 000 €. Alors, la méfiance est plus que jamais à l'ordre du jour : la suppression des RTT et les contrats de travail revus à la baisse sont également dans la « formule » imposée aux salarié-e-s de Libé pour parvenir à une rédaction unifiée papier-Web de 130 journalistes travaillant sur tous les supports et développant des « activités nouvelles ».

[2] Son offre Internet gratuite vise un public plus jeune avec des thématiques sur l'éducation, les nouvelles technologies, le sport et la culture.

[3] Hormis Le Monde diplomatique, dont Le Monde est actionnaire à 51 %, mais qui a une rédaction autonome et possède ses propres bâtiments.

[4] Ils ont acquis ensemble, cette année, 65 % du Nouvel Obs, via leur holding Le Monde libre (LML).

[5] Celle-ci doit aussi se faire apprécier des banques : fin des années 2000, la BNP Paribas a d'après Serge Halimi refusé une aide financière au Monde car il l'avait un peu critiquée.

[6] Hervé Kempf a été forcé au départ parce que son positionnement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes déplaisait - voir son site Reporterre.

rine le Pen arrive en tête parmi les jeunes de 18-24 ans » – selon un sondage CSA réalisé le 10 avril 2012, donc peu avant la présidentielle... sur la base d'un échantillon (non déclaré) inférieure à 200 personnes. En fait, Le Pen a obtenu à peu près la même proportion d'électeur-riche-s chez les jeunes que dans l'ensemble de la population (17,9%)..

Et puis, étant tout sauf de bons samaritains, les actionnaires attendent de rapides résultats – et le font savoir sans ambages. Bergé a lancé à la direction du Monde, en guise de vœux pour 2014 : « Vous n'avez pas d'autres solutions que de procéder à des départs, qu'ils soient volontaires ou contraints. Ou vous faites des choses désagréables et cela concernera certains, ou nous prendrons des décisions désagréables et cela concernera tout le monde. »

Enfin jouent l'appartenance sociale des journalistes et leur proximité avec les classes dirigeantes du pays (lire notamment Les Nouveaux Chiens de garde de Serge Halimi) : partage et défense des mêmes valeurs et références, fréquentation des mêmes écoles et autres établissements. Après un tel constat, un début d'objectivité serait en fait d'admettre... que celle-ci ne peut exister. Et on peut se demander quel risque court vraiment cette presse écrite, tant qu'elle correspond aux besoins et attentes des classes dirigeantes. A la vérité, la situation de la PQN traduit le clivage existant entre des classes supérieures toujours plus riches et la majorité de la société, qui ne peut partager ni leurs préoccupations ni leurs centres d'intérêt (une partie des classes moyennes devant réduire son train de vie, avec l'érosion de son pouvoir d'achat). Loin de s'insurger, au nom de leur sacro-sainte « objectivité », contre la possible menace que constituerait la disparition

des « grands médias » pour la « démocratie », il faut donc plutôt continuer de dénoncer leurs accointances avec les hautes sphères économiques et politiques.

LA PRESSE ÉCRITE, C'EST TOUT UN BUSINESS !

La seconde, et non des moindres actuellement, source d'ennui pour la PQN s'appelle Internet.

Certes, la chute de leur lectorat et de la publicité incite les quotidiens à chercher sans cesse l'argent ailleurs que sous la plume de leurs journalistes en recourant à des méthodes éprouvées : les membres de leurs rédactions sont par exemple « prié-e-s » de mouiller leur chemise et de vendre aussi leur parole – des prestations grassement payées – au cours de forums, salons des entrepreneurs, manifestations culturelles et sportives... L'Auto avait inventé le Tour de France, La Tribune utilise à présent sa marque pour proposer des événements partout en France – 80 en 2014, qui ont rapporté entre 25 et 30 % de ses revenus. Le Monde a tenu son premier festival musical et culturel à Paris les 20-21 septembre, à l'opéra Bastille, Garnier et l'Olympia, pour ses 70 ans (7). Libé tient des débats dans la salle de son comité de rédaction (les 3-7 novembre dernier, une « semaine de l'entrepreneuriat social ») – alors qu'il avait titré en une, le 8 février dernier : « NOUS SOMMES UN JOURNAL, pas un restaurant, pas un réseau social, pas un espace culturel, pas un plateau télé, pas un bar, pas un incubateur de start-up... » en réponse au projet présenté par les hommes d'affaires Bruno Ledoux et Edouard de Rothschild ainsi que le groupe italien Ersel de créer à son siège tout cela... sans même mentionner le sort de la rédaction.

Néanmoins, ce ne sont là que de maigres palliatifs, face à l'omniprésence de la Toile sur une grande partie de la planète. Car l'entremise du Net semble peu à peu requise pour l'ensemble des relations de la vie publique et privée, les activités commerciales aussi bien que les rapports personnels (sites de rencontres comme de paperasse administrative...). Par exemple, d'après nombre d'enquêtes, la jeunesse délaisse le « petit écran » pour télécharger sur ordinateur musiques, films et vidéos afin de les consommer en ligne ou sur d'autres supports (MP3, clés USB, disque dur externe...). Alors, cédant à ce passage obligé, La Croix lance également le premier hebdo pour parents et enfants sur ordinateur et tablette (en lien avec Bayard jeunesse). Le Figaro multiplie les sites thématiques : santé, vin, technologie... Le Monde annonce vouloir créer une chaîne Afrique et une M le Magazine, ainsi qu'une édition numérique du matin pour mobiles – payée en partie avec les 1,8 M€ du fonds Google pour la presse. Il tente également, comme Le Figaro, de racheter LCI à TF1 – des négociations qui pour l'heure ne semblent pas devoir aboutir.

Symbole d'un sacré changement de perspective, Le Monde papier, renommé « print », n'est plus qu'un support parmi d'autres : ordinateurs, tablettes, smartphones ; et tout part désormais de l'information traitée sur le Net, qui est ensuite dispatchée sur ces supports.

Internet squatte tout et ramène tout à lui. Les téléphones doivent l'avoir, les radios se trouver sur ses sites... Un message entendu par ses dernières : pour attirer un autre auditoire et séduire des jeunes élevé-e-s dans la culture de l'image, elles se sont elles aussi investies dans la production vidéo ; déjà écoutées sur YouTube ou par l'intermédiaire d'un écran, elles équipent maintenant leurs studios d'enregistrement de caméras afin de filmer leurs émissions (8).

Mais attention fragile : ce monde-là est à la merci d'une panne de courant. Alors, mieux vaudrait ne pas perdre quelques bonnes vieilles habitudes subsistant encore dans la vie quotidienne – se rencontrer pour discuter de vive voix, saisir un stylo pour prendre des notes... ou un journal – comme Courant alternatif – pour s'informer !

Vanina

[7] Un film sur son histoire, Les Gens du Monde, est sorti en septembre.

[8] En 2015 sur France Culture, un journal télé hebdomadaire réalisé par un cinéaste de renom montrera les « choses vues » durant la semaine dans ses locaux.



BOULOGNE SUR MER Aménagement capitaliste de l'espace: une logique de classe et de ségrégation sociale

En chargeant Roland Castro, architecte ex maoïste, de ripoliner le délabrement architectural post-industriel du Boulonnais, les communautés d'agglomération et de communes de Boulogne sur Mer et de Desvres-Samer (62) sont entrées, au pis-aller et à toute vapeur, dans l'ère de la métropolisation. La situation sociale et économique des populations locales, exsangues et désormais surnuméraires, sera donc dissoute dans le dernier plan d'État, modelable au gré des territoires et des enjeux politiques et patronaux : le SCOT. La Mouette Enragée Consacre son n° 32 aux enjeux de la métropolisation sur la Côte d'Opale.

Le SCOT est un épais document concocté par les communautés de communes citées plus haut sous l'impulsion et la vigilance de leurs partenaires privés. Son contenu décrit les plans élaborés pour le développement économique, social, environnemental, culturel... de Boulogne sur Mer et d'une partie de son arrière-pays.

ATTIRER LES TURBO-CADRES SUR LA CÔTE D'OPALE.

L'état de santé physique, psychologique et sociale du prolétariat opalien, dégligné par ses décennies d'exploitation dans l'industrie, se dégrade désormais sur le carreau du diptyque dés-industrialisation/dé-localisation. Son pouvoir d'achat se réduit comme peau de chagrin et, vieillissant et malade, coûte cher aux caisses publiques. Enfin, son passé professionnel se prête difficilement à une reconversion dans le tertiaire, fer de lance des perspectives économiques métropolitaines. Un premier ressort économique est donc envisagé dans le cadre de la domesticité sociale au travers de la formation de personnel d'accompagnement des octo/nonagénaires, du service à la personne, sans oublier les sous-traitants du Pôle emploi qui n'en peut mais. De gros efforts sont aussi déployés pour attirer les classes moyennes supérieures de la région, de la ville de Lille en particulier. Les terrains constructibles de la côte d'Opale ne sont qu'à une heure de TGV de la métropole lilloise et d'un coût bien inférieur. L'objectif est par ailleurs d'augmenter la moyenne du « moral des ménages », - les haut revenu relevant mathématiquement le chiffre de la situation économique réelle du plus grand nombre - et de redorer l'image d'une agglomération en pleine capitulation. L'image de marque, au sens propre est l'ambition impériale des élites pour relancer les intérêts du capitalisme local sur des bases post-industrielles sûres.

CULTURE ET CADRE DE VIE

Pour séduire ces turbo-cadres, il convient de leur offrir un cadre de vie fait de Culture et d'Authenticité. Ainsi, s'agit-il de "bucoliser" les campagnes et d'ouvrir des espaces culturels comme cela a été produit dans de grandes villes en mal de gentrification. Les

quartiers populaires sont en pleine mutation architecturale et les modes de vie devront se (dé)faire à une improbable mixité sociale. Les habitants traditionnels devront se soumettre à l'organisation désormais censitaire de la ville. La re-qualification des quartiers déshérités implique que les classes populaires qui les habitent devront correspondre aux critères d'« anrurement »(1) en terme de « projet de vie », de « sociabilité » et de solvabilité. Les plus pauvres et les moins dociles seront relégués à l'écart des CSP supérieures, appâtées par un littoral prometteur. L'aménagement est organisé à l'échelle du territoire; les populations vont être à terme réparties spatialement en terme de classe. Un double intérêt pour la bourgeoisie locale : une dislocation des "dangereuses concentrations" de populisme et des solidarités qu'elles induisent ; du sang neuf et des capacités à consommer plus que nécessaires aux « acteurs économiques » concernés par le réaménagement. Le quartier industriel de la "transformation des produits de la mer" notamment - les élus souhaitent maintenir la ville adossée à la mer - trouvera les cadres susceptibles de booster le « pôle d'excellence » définitif d'un secteur aujourd'hui moribond.

SANS OUBLIER LE TOURISME.

L'autre volet de l'embellie, c'est le tourisme. L'arrivée cette année de croisiéristes britanniques puis a-mé-ri-cains ! n'en finit pas de faire rosir d'aise le PS local aux machines. Le projet du développement touristique de la CAB/CCDS repose essentiellement sur Boulogne sur Mer, ville-enseigne (un b) aux multiples insignes et macarons de prestige : Art et Histoire, ville fortifiée, premier port de pêche (en tonnage), ville fleurie, etc. Elle est en outre appuyée par des partenaires de premier choix, soit en terme de renommée (le Rotary par exemple) que de puissance financière et d'utilisation de main d'oeuvre non-délocalisable (Véolia, Eiffage, Suez, Kéolis, Nexity, Vinci...) La multi-labelisation et les capitaux privés sont le ferment des désormais incontournables PPP(2) ; lesquels entérinent le fait que le pouvoir politique est subordonné aux intérêts de la finance et du patronat. Et de lancer à grand frais un pôle d'attrac-

tion pour le tourisme de luxe et d'affaire. La façade maritime sera donc dévolue à exprimer la modernité architecturale, arborant objectivement la rupture de la métropole avec son passé besogneux. La dimension ouvrière du Boulonnais doit disparaître, d'une part parce qu'elle a été abandonnée, de façon décomplexée par les élus locaux, d'autre part parce qu'économiquement jugée archaïque et non-rentable.

Il découle de cette politique globale la nécessité de juguler les classes dangereuses, de contrôler les quartiers paupérisés et de gommer toute ombre au tableau. Le dispositif est déjà en œuvre, pratiquement par anticipation au travers de l'installation de la vidéo surveillance, de la classification en ZSP(3) de quatre quartiers de l'agglomération boulonnaise et de l'instauration du principe des « voisins vigilants », sorte de super-citoyens pour qui la délation est érigée en vertu républicaine. C'est une tradition.

En résumé, la politique de métropolisation mise en œuvre par les CAB/CCDS est la standardisation d'un vieux pôle ouvrier au dernier avatar d'un capitalisme en quête de débouchés qui reposent sur une transformation radicale des rapports entre les territoires et celles et ceux qui y vivent, qui les vivent. En prêtant aux populations des désirs qui ne sont pas les leurs au travers du prisme biaisé de la modernité et de la négation des antagonismes de classe, les promoteurs misent sur leur fragilité pour les atomiser.

À grand coups de communication, à travers la propagande des politiques comme de l'iconographie idéaliste des bâtisseurs, force est de constater que la résistance n'est pas à l'ordre du jour sur notre littoral. Le numéro spécial de La Mouette Enragée pourra servir d'éclairage. Et d'ouverture à des débats publics que l'on espère fructueux.

GCA Boulogne-sur-Mer

La Mouette Enragée B.P 403 62 206
boulogne-sur-mer cedex.

[1] ANRU : Agence nationale de la rénovation urbaine.

[2] PPP : Partenariat public privé, arrangement légal et généralisé de ce qui se traduit, pour faire vite, par un gain de temps pour les collectivités dans leurs investissements - même hasardeux - grâce à l'engagement de groupes privés qui en tirent à terme tous les bénéfices

[3] Zone de sécurité prioritaire. Dispositif de renforcement du contrôle social érigé en juillet 2012 en fonction des besoins de sécurité exprimés par les citoyens et aux critères relatifs à l'insécurité et aux déséquilibres socio-économiques constatés.

LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE:

Un bonus pour le lobby nucléaire

Le 14 octobre 2014 était adopté en première lecture le projet de loi (dit Royal) relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. Une loi qui veut caresser les écolos institutionnels dans le sens du poil et permettre au lobby du nucléaire de dormir sur ses deux oreilles à l'heure où le gouvernement pourrait bien recapitaliser Areva à hauteur de deux milliards d'euros (1).

[1] A titre de comparaison, l'Etat, dans le budget rectificatif de 2014, prévoit une réduction de 1,5 milliard d'euros dans les dépenses des soins ambulatoires et dans la réduction du nombre de lits hospitaliers.

[2] Certains y pensent quand même. Mais que faire du cylindre de 400 tonnes hautement radioactif une fois rendu à l'air libre ? Des Amériques nous vient cette belle idée : on remplit la cuve de béton pour atténuer les radiations, et on emballe le tout dans du plastique pour empêcher le vol de poussières radioactives. Et on fait quoi du paquet cadeau ? Nous en aurions 58... en plus des 58 réacteurs remis à neuf.

On ne saurait être plus langue de bois que dans l'abstract des objectifs de la loi rédigé par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie : « Permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement. »

Quelques objectifs, essentiellement comptables et techniques, sont clairement énoncés dans le titre 1 :

- Diviser par quatre l'émission de gaz à effet de serre en 2050 et les réduire de 40% dès 2030 ;
- réduire de moitié la consommation d'énergie à l'horizon 2050 (déjà 20% en 2030) ;
- porter la production d'énergie renouvelable à 23% de notre consommation énergétique finale en 2020, puis à 32% en 2030 ;
- concernant le nucléaire, il est prévu de baisser sa part dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025 - 75% à 80% actuellement - ce qui ne signifiera nullement la disparition de la moindre centrale (voir plus bas). En fait il, n'est question dans la loi que de renforcer la sûreté pour permettre l'exploitation des centrales au-delà de 40 années.

A noter que toutes ces belles mesures dont EELV « tire un bilan positif » et que certains décroissants trouvent, malgré tout ambi-

tieuses même si elles ne s'attaquent pas au mode de vie, n'engagent que les gouvernements qui suivront le quinquennat de Hollande. Les industriels de l'automobile, du bâtiment et les lobbys du nucléaire peuvent dormir sur leurs deux oreilles puisque en réalité ce sont eux qui pilotent la transition énergétique. Comme le dit Emmanuelle Coste « Cette loi porte notre marque »... Et c'est bien vrai !

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE EN FRANCE

Levons d'abord quelques ambiguïtés trop souvent entretenues.

Il faut prendre garde de ne pas confondre consommation d'énergie et consommation d'électricité. En 2012, c'est le pétrole qui fournit 42% de ce qu'on appelle la consommation finale d'énergie. L'électricité, 24% seulement, talonnée par le gaz, 21% (Le Bilan énergétique de la France, commissariat au développement durable, gov.fr). Autrement dit, avec ses 75 ou 80% d'origine nucléaire, nos 58 réacteurs ne représentent que 17% de la fourniture énergétique. Ce qui, convenons-en, relativise singulièrement les menaces de retour à la bougie en cas d'arrêt du nucléaire. Menaces proférées par celles et ceux qui entretiennent le flou et l'ignorance entre électricité et énergie pour contrer les opposants.

Cela nous donne également une tout autre lecture de cette loi pour ce qui concerne l'objectif numéro un que devrait être, pour tout esprit normalement constitué, la suppression au plus vite du danger qui pèse sur nos têtes et sur les générations futures : les centrales nucléaires.

Car s'il est prévu aux horizons 2030 et 2050 une baisse de la consommation d'énergie (les proportions annoncées sont d'ailleurs très certainement impossibles à tenir !), c'est un rythme de croissance des besoins d'électricité en hausse d'au moins 2% par an qui est annoncé et considéré par les technocrates comme le minimum indispensable : la production d'électricité française nécessaire passerait de 572 TWh en 2010 à 770 TWh en 2025.

En fait, lorsque l'Etat veut plaire aux écolos et à la gauche, il parle de baisse de la consommation d'énergie, et lorsqu'il veut plaire au capital, c'est la hausse de la consommation électrique (quelle que soit son origine) qu'il organise.

Tant et si bien qu'au mieux l'électricité pro-

duite par des énergies renouvelables en plein développement permettrait peut-être d'absorber cette augmentation, mais nullement de diminuer en valeur absolue la production d'origine nucléaire. Autrement dit, non seulement le nombre de centrales en service resterait identique en 2025, mais le risque serait encore augmenté par la prolongation considérable prévue de leur durée de vie. Rappelons qu'en 2015 les 2/3 des 58 réacteurs du parc français auront 30 ans, et donc 40 ans en 2025. Elles devraient donc presque toutes être fermées à cet horizon : un réacteur est prévu pour fonctionner au maximum 40 ans. EDF veut pouvoir les prolonger jusqu'à 50 ou 60 ans ! Même si de nombreux éléments peuvent être révisés ou changés, nul n'en précise le coût. De plus aucune technique ne permet actuellement de changer les cuves des réacteurs (2).

Nous ne sommes à l'évidence pas dans le scénario d'arrêt « immédiat » du nucléaire que nous appelons de nos vœux, mais pas non plus dans la voie de sa diminution progressive mise en avant par les réformistes et les écologistes de cour. Nous sommes installés dans un maintien total du nucléaire, et même peut-être dans son augmentation ! Et d'ailleurs le législateur est clair dans la présentation des trois axes pour changer la société énergétique « Le projet de loi fait le choix de ne pas opposer les énergies les unes aux autres mais d'organiser leur complémentarité. »

La transition énergétique prévoit en outre de donner encore plus de pouvoir à EDF comme structure technocratique autonome. Le projet ne contient aucune disposition permettant à l'exécutif de demander la fermeture d'un réacteur en fonction d'une politique énergétique. C'est un privilège que seul EDF conserve et c'est ce qui explique que Fessenheim aura tant de mal à fermer comme cela avait été annoncé par Hollande. L'Etat ne garde la main que pour une décision de fermeture pour risque majeur !

Ce sont également les rêves de ralentissement du développement des nouvelles filières qui s'envolent : alors qu'EPR se casse la gueule et est un gouffre financier, l'Etat s'apprête à recapitaliser Areva qui, s'il s'agissait d'une production ordinaire, devrait déposer le bilan et verrait ses dirigeants traînés devant les tribunaux. Quant au retraitement des déchets et la production de combustible MOX, pas un mot, ça continue comme avant.





Construction de la centrale nucléaire de Grainvilles, 1977

LES MOYENS PROPOSÉS POUR LA CROISSANCE VERTE

L'axe principal pour obtenir ces résultats, c'est la priorité accordée au bâtiment autrement dit à l'isolation. 500 000 logements par an devront être rénovés énergétiquement à partir de 2017. A noter :

1. Que c'était déjà l'objectif fixé depuis 2012 et qu'il n'a pas été tenu.
2. Qu'à partir de 2017, nous subirons sans doute un autre gouvernement, et que donc là encore cela n'engage pas l'actuel.
3. Qu'on ne sait toujours pas par qui et comment seront financés ces travaux, sinon que les foyers en situation de précarité recevront un chèque-énergie pour simplement les aider à payer.

Si le résidentiel représente 30 % de la consommation finale d'énergie en France (une partie en électricité), ce sont les transports qui arrivent en tête avec 32 %, et ces derniers sont, comme par hasard, l'objet d'une moindre attention de la part du législateur. On lit dans sa présentation qu'il faut équiper les flottes publiques de véhicules propres, implanter davantage de bornes de recharge pour les véhicules électriques et mettre en place une prime de reconversion pour l'achat d'un véhicule électrique. Autrement dit, véhicule électrique + isolation thermique = transition énergétique.

Evidemment, pas la moindre mesure ni même allusion à ce qui consomme le plus d'énergie et émet le plus de CO2 dans les transports, le système de circulation des

marchandises par lequel ces dernières font des allers-retours aberrants au cours de leur transformation et commercialisation, au gré des plus-values recherchées et des maillons d'œuvre bon marché. Ce qui émet le plus de CO2 ce ne sont pas les rôts des vaches mais les kilomètres qu'une carcasse de vache, de cochon ou de poulet parcourt avant d'être consommée. Ce qui consomme le plus d'eau et donc nécessite des barrages et de l'énergie, ce ne sont pas les vaches au pré mais bien les vaches nourries !

Pas un mot non plus des transports en commun (sinon qu'ils devraient devenir électriques) ou plutôt de ceux qui ont été supprimés en dehors des grandes villes et qui assuraient des liaisons transversales. Priorité aux voitures et aux autoroutes, à une vitesse apparente et à la centralisation. La chasse à l'émission de CO2 se fait donc à deux vitesses en fonction de la force de frappe des puissances économiques et de leurs lobbies. Et la bruyante promotion de la voiture électrique ne nous démentira pas.

LA VOITURE DE DEMAIN EN FRANCE (EMMANUEL MACRON)

Le battage autour du développement des voitures électriques (et les milliards d'investissement pour mettre la filière en place) (3) figure en bonne place dans la loi sur la transition énergétique contre la production de CO2, avec un objectif de 2 millions de véhicules en 2020, 10 millions en 2030 (+/- 20 000 aujourd'hui) et de 7 millions de bornes

d'ici à 2030 (un joli cadeau au groupe Bolloré !, 10 000 euros la borne).

Or s'il est bien un secteur où l'impact positif d'une technologie reste dans le flou, c'est celui-là. On sait simplement, selon une étude de l'ADEME, qu'une voiture électrique rentabilise son impact CO2 seulement à partir de 50 000 km (4) car contrairement à ce que la propagande affirme souvent, elle n'est pas neutre en CO2 (sauf si on ne prend en compte que son usage et pas sa construction en amont).

De toutes les manières et malgré les primes prévues (un bonus total jusqu'à 10 000 euros) – La Zoe coûte 22 000 euros – la voiture électrique restera pour longtemps une affaire de riches qui ne polluent pas là où ils conduiront (en ville), mais en amont, là où se produit l'électricité, chez des pauvres, dans les zones rurales désertifiées. La voiture électrique, c'est le passage du fossile au fissile. Ses plus ardents défenseurs sont le lobby nucléaire et les constructeurs automobiles (Renault en tête).

Ah oui, j'ai oublié de vous dire : les assiettes et les couverts en plastique seront interdits. Mais les bobos citadins et utilisateurs de voitures électriques ne mangent pas dans des assiettes en plastique.

jpd

[3] Il faudra bien un jour parler de coût en heures de travail plutôt qu'en dollars ou en euros. En effet le fric ce sont des heures de travail inutile produits par les prolétaires. Or, comme pour tout être sensé, l'objectif dans la vie est de travailler le moins possible à des choses inutiles, il est logique de parler des coûts en termes d'heures de travail. Après on voit et on décide si le jeu en vaut la chandelle, si le plaisir l'emporte sur la gêne, le bonheur sur la peine.

[4] Certes moitié moins qu'en Allemagne, et ce grâce au... nucléaire. Merci !

RÉFLEXIONS ET RAPPELS SUR LA LUTTE KURDE, L'ENJEU DE KOBANÊ ET LA SOLIDARITÉ

Kobanê est devenue un symbole qui dépasse de loin Kobanê. Un mois et demi de combats acharnés pour défendre cette ville pratiquement sous les caméras du monde entier, ont fait que la lutte des Kurdes de Kobanê pour défendre à la fois l'autonomie territoriale et politique du Rojava et résister jusqu'à la mort aux vagues d'attaques des tueurs djihadistes cinq fois plus nombreux et surarmés, a ouvert une nouvelle séquence à plusieurs niveaux.

LA LUTTE KURDE ELLE-MÊME

Pour l'histoire récente du peuple kurde dans son ensemble, divisé en quatre espaces nationaux différents et traversé par des oppositions de toutes sortes — oppositions de classe, opposition sur la place des femmes, oppositions entre traditionalistes et progressistes d'inspiration socialistes, opposition entre les pro-développement capitaliste et les mouvements qui se battent contre les grands barrages et les logiques productivistes... — La résistance de Kobanê est devenue la résistance de l'ensemble des Kurdes de la région et de la diaspora. Elle devient un facteur de premier ordre dans le sentiment d'appartenance et dans cette capacité de prendre son destin en main, d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de ce peuple martyrisé ; en témoignent les dernières manifestations en Turquie : plus de 40 morts en à peine 3 ou 4 jours, couvre-feu, déploiement de l'armée dans les villes, des dizaines de bâtiments officiels brûlés, des centaines d'agences bancaires et de statues d'Atatürk démolies, des situations presque insurrectionnelles dans certaines localités avec des embryons de groupes d'auto-défense armée. A noter en parallèle la mobilisation de milliers de Kurdes et aussi de Turcs solidaires à la frontière de Kobanê pour faire acte de présence symbolique au plus près des résistants et en défi vis-à-vis de l'armée turque. Des milliers de jeunes et de moins jeunes ont forcé les barrages, découpé les barbelés et ont rejoint pour un jour, pour une semaine ou plus, les habitants qui refusaient de fuir et les groupes de combattant-e-s encerclés.

Le caractère exceptionnel de cette bataille est aussi qualitatif. Il n'a échappé à personne que les combattants et combattantes sont majoritairement issus de la gauche kurde et qu'ils/elles sont les protagonistes d'un projet d'autonomie politique et territoriale dans le Rojava (Kurdistan occidental / de Syrie), projet basé sur la critique des Etats-nations, sur le pouvoir communal, la mixité de genre, la prise en compte inclusive de toutes les nombreuses minorités de cette région, des formes de justice moins

punitives mais basées sur le consensus et l'idée de réhabilitation, sur des formes de démocratie, sinon directe, du moins proposant une plus grande participation de la base aux décisions et à leur mise en œuvre. Défendre Kobanê, c'est donc aussi défendre une avancée politique qui se situe "en bas et à gauche" comme disent les zapatistes. C'est, au sein de la société kurde, défendre une tentative de rompre avec les rapports féodaux et patriarcaux, avec l'affairisme qui s'est emparé des leaders traditionnels autour de l'exploitation de l'« or noir », avec les schémas oligarchiques de la démocratie étatiste et parlementaire. La révolution du Rojava et ce que le mouvement kurde appelle le "confédéralisme démocratique" est une proposition qu'il faut replacer dans le contexte des soulèvements du "printemps arabes", de leurs bilans, de leurs échecs et des questions qui avaient été ouvertes alors et qui sont restées sans réponses. Elle se veut une réponse valide et pertinente pour l'ensemble de la macro-région méditerranéenne et moyen-orientale : une alternative cohérente à tous les régimes d'oppression et de spoliation, sans exception, issus des découpages territoriaux de l'époque coloniale et de la 1ère guerre mondiale, aussi bien sous les oripeaux du « nationalisme arabe » à parti unique et des dictatures militaires apparentées, des pétromonarchies, des différentes variantes de l'islamisme politique, de l'État colonialiste d'Israël et des pseudo-démocraties, oligarchies capitalistes à la mode occidentale.

Mais Kobanê est plus que ça encore. Le caractère exceptionnel de cette lutte a ouvert une nouvelle séquence et marque l'irruption d'une nouvelle voie qui brise le cercle des faux antagonismes, des alliances circonstancielles ou durables et des vraies complicités : ni avec les puissances impériales de la démocratie libérale, ni avec les régimes dictatoriaux (de Syrie, d'Irak, d'Iran et les pétromonarchies) qui dominent le Moyen Orient, ni avec les bandes criminelles de l'islam politique qui se sont plus ou moins autonomisées de leurs créateurs. L'irruption de cette guerre, avec notamment le profil de ces femmes combattantes — environ 1/3 des effectifs —, à visage découvert,

dignes, le fusil à l'épaule, est devenue le puissant symbole de l'autonomisation des femmes et donc de l'affirmation d'une égalité politique insupportable pour les régimes et mouvements réactionnaires.

Mais ce que Kobanê marque particulièrement comme rupture avec des décennies de domination impériale des puissances capitalistes, c'est que la lutte d'un peuple particulier pour sa liberté est en train de devenir le nom universel de la libération de tous. Ils ont mis en avant la légitimité de leur combat, comme le droit à l'autodétermination. Mais ils ont aussi mis en avant leur projet, leurs réalisations, leur propositions et ont fait valoir que ce pourquoi ils et elles se battaient pouvait être repris partout ailleurs où les oppressions contre les identités sont niées ou instrumentalisées par les États-nations. Ils disent que leurs propositions peuvent contribuer à inverser le cours de l'histoire, le faire dévier substantiellement de sa trajectoire et mettre un terme à des siècles de guerres et de dominations coloniales et impériales. Il s'agit en ce sens d'une lutte pour l'humanité comme l'avaient aussi affirmé les zapatistes dans le fin fond des montagnes du sud-est mexicain.

Ce qui est nouveau et remarquable, c'est que le formidable mouvement de sympathie qui s'exprime de manière croissante depuis plusieurs semaines envers les résistants et résistantes de Kobanê, n'est pas orienté vers des figures renouvelées de la « victime », vulnérable et sans défense, aux prises avec la dernière catastrophe en date et en demande d'une « aide humanitaire » auprès de la « communauté internationale ». On n'est pas dans le registre de la mendicité et de la charité, dans le pathos larmoyant et le plus souvent dégoulinant d'hypocrisie. Ils ont cassé le cycle de la victimisation et brisé la représentation humanitaire hégémonique qui ne fait émerger des catastrophes que la figure d'êtres réduits à des corps souffrants dépourvus de volonté, de capacité et de parole. Ce que ne cesse de dire Kobanê, c'est qu'ils et elles sont dans le conflit, dans le combat et que c'est là le prix à payer, le passage obligé,

pour une vie meilleure, pour une vie digne. Kobanê, n'a pas demandé que des « sauveurs » viennent se battre pour eux — par une intervention militaire au sol notamment. Ils ont demandé autre chose de beaucoup plus important politiquement : ils et elles ont demandé des moyens pour se battre eux-mêmes, et singulièrement des armes, des munitions, des équipements, pour se défendre comme des sujets politiques maîtres de leur destin. C'est là une rupture fondamentale dans la période, qui ouvre aussi pour nous et potentiellement pour des millions de personnes dans le monde ; une nouvelle situation dans laquelle, la résistance aux attaques subies, n'est plus automatiquement synonyme de défense des acquis ou de retour à un passé prétendument glorieux mais qu'elle peut s'interpréter comme l'ouverture sur un nouvel horizon, sur des conquêtes, sur un parcours de libération ; une lutte offensive qui remet d'actualité l'idée de transformer l'ordre établi dans un cours révolutionnaire.

LES MENACES QUI PÈSENT SUR LA LUTTE DES KURDES DU ROJAVA.

La Turquie

Après avoir enfermé les combattants et combattantes kurdes dans Kobanê en bloquant les issues nord de la ville et empêchant ainsi les renforts et les approvisionnements en armes, après avoir placé en détention plusieurs centaines de Kurdes de Syrie ayant trouvé refuge en traversant la frontière, après avoir réprimé dans le sang les manifestations de soutien à Kobanê, après avoir réaffirmé vouloir établir une « zone tampon » — projet soutenu par Hollande — sur le côté syrien de la frontière, c'est-à-dire là où précisément se trouvent les territoires du Rojava, la Turquie reste la principale menace pour les Kurdes. L'Etat turc qui depuis 2011 aide les islamistes de

divers courants, a clairement fait le choix de l'État islamiste contre le mouvement de libération kurde. Il entend faire pression pour que les Kurdes de Syrie se soumettent à « l'opposition modérée ». Surtout cette pression de la Turquie, correspond doublement à ses objectifs : en finir avec l'autonomie kurde de Syrie — car elle se situe sur la même ligne que le PKK — et se lancer dans une bataille ouverte visant à renverser le régime de Damas. Jusqu'à présent, ce n'était pas un vrai danger. D'une part cette opposition n'existe plus vraiment : l'armée syrienne libre (ASL) n'existe presque plus. Il existe par contre plein de groupes locaux, qui selon les endroits combattent avec les Kurdes.

Dans « l'opposition modérée », en marge de l'ASL, il y avait surtout les groupes liés aux Frères musulmans, soutenus par la Turquie et le Qatar, et salafistes, soutenus par l'Arabie saoudite et les Emirats. Leur projet est une république islamiste — sunnite — ce qui les oppose donc à toutes les minorités vivant en Syrie. Impossible de savoir ce que sont devenus ces grands mouvements — principalement le Front islamiste — depuis la création de l'Etat Islamique (EI) et sa dynamique de ralliement. Enfin, des bataillons du Front Islamique peuvent avoir rejoint l'ASL à partir du moment où la Turquie qui les finance entend faire ressurgir une opposition armée correspondant à la Coordination nationale syrienne, vitrine extérieure officielle de l'opposition syrienne de l'intérieur.

Là où cela peut changer, c'est la tentative, fin octobre, d'introduire un contingent de combattants de l'ALS dans Kobanê. Erdoğan a alors annoncé — ça a été évidemment démenti immédiatement — qu'il était parvenu à un accord avec le PYD pour que « 1300 combattants de l'ASL » rejoignent Kobanê. Le PYD parle de « mensonges » et dit que le « sale jeu de la Turquie continue ». En

envoyant un gros contingent de l'ASL à Kobanê, il est clair que c'est une tentative de plus pour étouffer l'autonomie politico-militaire des Kurdes et prendre le contrôle de la zone. On estime qu'il n'y a pas plus de 1500 combattants kurdes dans Kobanê. Il s'agit donc là encore de réduire leur position relative et leur force. Les YPG/PYD ont fait savoir que l'ASL ferait mieux d'ouvrir de nouveaux fronts ailleurs. Déjà, la Turquie a imposé une limitation à 200 du nombre de peshmergas autorisés à rejoindre Kobanê. Là encore, la gauche kurde a fait savoir qu'elle n'en avait pas besoin, que ces combattants feraient mieux de se battre dans le « front irakien » de la guerre contre l'EI.

Les Etats-Unis

Les Etats Unis ne sont pas sur la même ligne que la Turquie. Pour eux, Kobanê n'est pas un objectif stratégique. D'autre part, officiellement, leur mission en Syrie se limite aux djihadistes. Rappelons que les Etats-Unis, contrairement à la France, n'ont jamais cru à un renversement imminent du régime d'Assad. Ils sont donc pour une transition et donc pour un gouvernement syrien de coalition — c'était le sens des discussions de Genève II en février 2014. Rappelons que l'approche des Etats-Unis se fait en prenant en compte les intérêts de la Russie et de l'Iran — d'où le projet d'accord sur la destruction des armes chimiques — alors que la France et la Grande Bretagne veulent foncer dans le tas, renverser Assad, faire battre les Iraniens en retraite et infliger une défaite à Poutine. Aujourd'hui, les « faucons » occidentaux dans la région sont au quai d'Orsay et à l'Élysée. Cette position est analysée par certains comme plus « idéologique » et « émotionnelle » — anti-Assad, anti-Hezbollah, anti-régime iranien — que découlant d'une vision vraiment stratégique. Même si Genève II n'a rien donné, les États-Unis n'ont pas varié de point de vue. C'est d'ailleurs pour ça qu'officiellement la France ne participe pas aux frappes en Syrie et se situe sur la même position que la Turquie. Même si Hollande s'est fendu d'une phrase le 14 octobre disant que « la Turquie doit absolument ouvrir sa frontière » pour faire plaisir à BHL, c'était dans la même allocution pour dire que « nous devons apporter tout le soutien à l'opposition syrienne » qui « est aujourd'hui en Syrie la seule voie possible pour la paix et pour la démocratie ». Depuis qu'elle a fermé son ambassade à Damas et reconnu l'opposition syrienne, dominée par les Frères musulmans et d'autres islamistes soutenus par l'Arabie, comme la seule représentante de la Syrie, la France se situe sur les positions les plus viscéralement anti-Assad — après la brève lune de miel de Sarkozy —, quitte pour cela à passer sous silence et à mentir sur la nature majoritairement islamiste de l'opposition au régime de Damas. Tacitement elle approuve le soutien de la Turquie,



Chars turcs à la frontière, à deux pas de Kobanê

Base militaire américaine d'Incirlik, à 100km de la frontière Syrienne



du Qatar, des Emirats et de l'Arabie saoudite à ces mouvements qui donneront naissance au Front al-Nosra — branche Al-Qaïda — et à l'Etat islamiste. Aujourd'hui, le gouvernement Hollande, ainsi que la classe politique, et les services de police, s'alarment de la poussée djihadiste touchant des centaines jeunes Français mais bien sûr ne disent rien de ce qu'il savent parfaitement depuis longtemps sur le rôle de la Turquie.

En même temps, la coalition US met le paquet sur Kobanê en bombardements et en largage d'armes et de munitions. La raison la plus couramment entendue est que Kobanê constitue un abcès de fixation pour les troupes djihadistes qui veulent absolument une victoire totale sur cette ville kurde, tant leur haine et leur volonté de destruction est sans limite. Du coup, ce qui est symbolique pour l'EI, le devient automatiquement pour la coalition : une victoire des djihadistes à Kobanê serait du plus mauvais effet sur la confiance envers la capacité des USA à mener à bien leur campagne militaire.

Comme le dit le texte diffusé sur le blog anarchiste parisien de solidarité — « Kobanê, la lutte des Kurdes et les dangers qui la guettent » : « les États-Unis ne veulent pas mettre les « bottes sur le terrain » — « boots on the ground » — car leurs alliés régionaux n'ont pas fait montre d'un engagement sérieux à ce jour, et comme leur campagne aérienne est vouée à l'échec, ils ont besoin d'alliés qui soient déterminés à combattre l'EIIL ». Ensuite, Kobanê devient un objectif car l'acharnement des djihadistes à lancer des offensives et à envoyer continuellement des renforts, a l'avantage, d'une part de les rendre relativement vulnérables pour les bombardements, car en partie à découvert, et d'autre part, de « fixer » ainsi des milliers de combattants qui, sinon, iraient grossir d'autres fronts, en Irak notamment, et en particulier autour de Bagdad. C'est ici la plus grande hantise de Washington : la ville-

capitale Bagdad et la zone de l'aéroport international qui est située à l'ouest de la ville, à moins de 30 kilomètres des lignes djihadistes. Selon ce schéma, la bataille de Kobanê pourrait bien durer, otage d'une situation militaire dans laquelle les États-Unis fournissent les combattants en armes et en munitions aussi longtemps qu'ils le jugeront nécessaire...

PRESSON POUR RESSERRER LES RANGS KURDES.

Il y a une grande pression à l'unité d'action entre les principales forces — PDK et KRG du Kurdistan irakien d'un côté et les mouvements de la gauche kurde de l'autre. Le processus a commencé avec un premier accord en date du 22 octobre, dit « accords de Dohuk » entre le Conseil national kurde — CNK, dominé par les Kurdes d'Irak — et le Mouvement pour une société démocratique — TEV-DEM, comprenant le PYD et la gauche kurde —, de coopération et de co-direction du Kurdistan syrien (Rojava). Cet accord oblige la gauche kurde à faire des compromis et à partager le pouvoir avec les pro Barzani, mais de l'autre côté créé un fait établi vis-à-vis de la « communauté internationale » et de l'opposition syrienne en entérinant une autonomie de facto soutenue par le gouvernement autonome des Kurdes d'Irak, disposant de ses propres forces armées. En même temps, cette unité sera forcément conflictuelle car il y a une lutte pour l'hégémonie et des projets contraires. Mais la principale pression est celle de la guerre que leur impose des djihadistes aidés de leurs alliés de l'Etat turc.

LEUR LUTTE ET NOTRE SOLIDARITÉ

Dans l'histoire, les guerres et les révolutions se sont toujours trouvées intimement mêlées : refus des guerres inter-impérialistes

débouchant sur des soulèvements révolutionnaires, tentatives révolutionnaires se transformant en guerre ou rattrapés par des foyers de guerre mal éteints et dévorées par les armées des fossoyeurs de la révolution... Nous savons d'expérience que toutes les logiques de guerre, même celles qu'il faut assumer, contiennent les dangers du militarisme, durcissent les rapports, centralisent le pouvoir, referment les espaces de réflexion, rejettent les débats et les contradictions qui font la richesse d'un processus de transformation et vont à l'encontre de la dynamique révolutionnaire. Comme dans de toutes autres circonstances, les Kurdes se retrouvent aujourd'hui à devoir mener conjointement une guerre et une révolution. Ils n'auront probablement pas le loisir de pouvoir choisir entre privilégier l'une au détriment de l'autre, mais une chose est sûre : le type de solidarité qu'ils recevront pourra contribuer à faire pencher l'équilibre d'un côté plutôt que de l'autre. Pour notre part, nous entendons, au sein du mouvement de libération kurde comme à l'intérieur du mouvement de solidarité, privilégier particulièrement les pratiques et les initiatives qui tendent à l'autonomie et à l'auto-organisation des communautés humaines, soutenir les tendances qui poussent à l'émancipation politique et à la révolution sociale. Le projet de l'autonomie kurde n'est pas un projet anarchiste révolutionnaire et anticapitaliste. Il ne vise pas l'établissement du communisme libertaire et l'abolition de toutes les hiérarchies, du capital et du salariat. Par contre, de sa victoire ou de sa défaite dépendra qu'il sera possible, ou pas, de mettre en discussion certaines idées, comme l'égalité, le combat contre l'exploitation capitaliste du travail, l'exploitation domestique des femmes, la prise en charge collective des décisions sur l'ensemble des questions touchant la vie des gens, en matière de production, d'habi-

tat, d'éducation, une attention particulière à l'agriculture, une critique du développement et du productivisme...

On ne demande généralement pas aux protagonistes des luttes que l'on soutient qu'ils acceptent l'intégralité de nos références et de nos positions en échange de notre solidarité. Sinon, on reste dans l'entre-soi. La tendance la plus courante consiste plutôt à affirmer une solidarité avec certaines luttes, et pas avec d'autres, en fonction de la présence, ou non, d'un certain nombre de critères et d'éléments partiels et potentiels de transformation qu'elles contiennent et font ressortir. Se placer en solidarité avec la lutte des Kurdes pour leur autonomie, obéit aux mêmes règles : ce n'est pas se bercer d'illusions et soutenir une « révolution » les yeux fermés ou encore en partager inconditionnellement les tenants et les aboutissants. Cette solidarité signifie plusieurs choses en même temps : soutenir une résistance contre les tentatives d'extermination physique et politique ; soutenir l'irruption d'une troisième ou quatrième voie dans le cadre syrien et régional ; défendre dans le processus même de cette résistance qu'il est possible de prendre son destin en main et de s'affirmer comme sujet politique et comme sujet de l'histoire, de tracer un chemin d'émancipation. En somme, il s'agit de contribuer à la possibilité qu'une révolution sociale en profondeur. C'est pourquoi, si les combattants et combattantes kurdes et leurs alliés non kurdes sont aujourd'hui en

première ligne pour affronter les bandes de l'Etat islamiste, et qu'ils et elles ont donc besoin d'avoir les moyens de se battre, il est très important qu'ils soient le moins dépendant possible des diverses puissances, et notamment les Etats-Unis à qui il n'est pas possible de faire confiance. De plus, la politique extérieure des Etats-Unis étant connue pour fonctionner par cycles, il est probable que l'approche étatsunienne plutôt pragmatique actuellement se transformera tôt ou tard dans une nouvelle offensive de faucons néo-conservateurs, les mêmes — façon de parler — qui ont engagé jadis massivement les Etats Unis dans la guerre du Vietnam (Nixon) et plus tard, les guerres en Irak (Bush père et fils), avec les effets que l'on connaît.

En tant qu'anarchistes/communistes libertaires/anticapitalistes antiautoritaires de France, il faut que l'on accorde une mention très spéciale à Hollande. Le chef de l'Etat français s'est en effet très vite aligné sur les positions de la Turquie en exprimant son soutien à la création d'une zone tampon dans le Rojava et le long de toute la frontière syro-turque. Or, si l'armée turque pénètre sur le sol syrien, c'est non seulement une déclaration de guerre contre les Kurdes de Syrie et la gauche kurde dans son ensemble mais aussi contre le régime de Damas. C'est cela l'autre vrai objectif. Il faut être conscient que c'est cela que veut la France, gouvernement et opposition confondus :

une guerre aérienne et au sol, non pas principalement contre les djihadistes mais pour entreprendre le chemin de Damas jusqu'au palais présidentiel. La France, contrairement aux Etats-Unis, s'est depuis le début du soulèvement populaire en Syrie — février-mars 2011 — alignée sur l'axe Turquie-Qatar-Arabie saoudite, qui sont les principaux fournisseurs de l'aide financière et matérielle aux combattants islamistes. Elle s'est donc engagée dans la position la plus va-t-en-guerre visant à renverser le régime d'Assad et à le remplacer par quoi, sinon par un régime islamiste sunnite, qui deviendra, en outre une colonie/protectorat de ces puissances régionales, en particulier de la Turquie. Celle-ci est de loin la principale puissance militaire et verrait bien la région placée une fois de plus sous la coupe d'un nouvel empire ottoman et un nouveau marché juteux pour les multinationales. En s'alignant sur la Turquie, l'Etat français se fait le complice objectif du projet d'anéantissement de l'autonomie kurde en Syrie aujourd'hui, et en Turquie bientôt.

La campagne de solidarité avec la lutte de libération des Kurdes ne peut, en France du moins, que cibler et dénoncer la dangereuse politique criminelle et cynique du gouvernement français.

novembre 2014

CJ de Paris (à partir des notes de Martin Paul)



Manifestation mondiale pour Kobané, Strasbourg, le premier Novembre.

LOIN DE PARIS ET DES CLICHÉS

TROIS LIVRES SUR MARSEILLE...

Juan Manuel Villalobos, Benoît Gontier, *If Marseille...*, L'atinoir, 2013, 276 p., 15 € ;

Robert Mencherini (dir.), *Étrangers antifascistes à Marseille 1940-1944*, Éditions Gaussen, 2014, 152 p., 25 € ;

Marseille par Germaine Krull (texte d'André Suarès), Éditions Jeanne Laffitte, 2014, 64 p., 29 €.

[1] Richard Cobb, *Marseille*, Allia, 2001, p. 11.

[2] Lire Jérémy Beschon, *Baraque de foire*, L'atinoir, 2013

Au début de juin 2014, plusieurs articles de presse indiquaient que, d'après un décompte de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Marseille était, en dehors de Paris, la ville la plus médiatisée de France avec 2103 passages en quatre ans dans les journaux télévisés des grandes chaînes nationales. En 2013, la ville faisait l'objet de 518 reportages sur les mêmes chaînes. Effet direct d'un millésime où Marseille était « capitale européenne de la culture » ? Pas du tout, car, d'après le même décompte de l'INA, seuls 63 sujets concernaient cet événement, soit seulement 12,6% du total. En toute bonne logique médiatique, l'essentiel concernait des règlements de compte, des braquages et des faits divers...

Le phénomène n'est pas nouveau et illustre la mauvaise réputation dont la ville a toujours pâti. Ainsi, l'historien britannique Richard Cobb a consacré une étude à la position « ambivalente et contrastée » occupée par Marseille dans la littérature française(1). Mais alors que, durant des décennies, la galéjade « marseillaise » destinée à faire rire le Parisien avait tenu le haut du pavé, c'est désormais le fait-divers, de préférence nauséeux, qui provoque l'unanimité dans les salles de rédaction nationales qui font l'opinion.

En effet, Marseille suscite les vocations des commentateurs professionnels ou amateurs. Les livres évoquant nombre d'aspects de la ville se sont multipliés ces dernières

années, et bien des personnes, dès qu'on en parle, se sentent obligées de gloser, à tort et à travers, pour bâtir des généralités hâtives ou émettre des jugements aussi sentencieux que dénués de fondement. Plus sérieusement, si l'on ajoute que le grand Walter Benjamin, qui aimait décrire les villes qui l'attiraient, reconnaissait lui-même que quelque chose lui échappait quand il voulait écrire sur Marseille, on comprendra aisément qu'il n'est pas facile d'évoquer la ville sans tomber dans le cliché et que, de toute manière, quelque chose échappera presque toujours au regard, même le mieux exercé.

Pourtant, au hasard des publications, quelques livres permettent d'évoquer tel ou tel aspect de Marseille, au passé comme au présent, dont on aurait tort de se priver. On a déjà vu que les grandes chaînes de télévision avaient réservé la portion congrue à l'année « capitale de la culture » en 2013. Sans revenir sur les fondements de tels événements dont la critique a été faite, et bien faite, soulignant qu'ils marquent le mariage de l'art et de l'entreprise(2), c'est celui-ci qui sert de prétexte à un roman épistolaire à deux voix, *If Marseille...* Deux auteurs, très différents, étrangers à la ville, sont invités en résidence à Marseille en 2012 pour préparer des ouvrages pour l'année suivante dans le cadre de la « capitale de la culture ». Il y a *Demoiselle K* (Benoît Gontier), jeune « écrivaine-performeuse », impertinente et

branchée, originaire de Lille, et Agustín Altamirano (Juan Manuel Villalobos), romancier mexicain reconnu, plus âgé mais en plein doute. Un raté de l'organisation intervertit les courriers qui leur sont destinés et, à partir de là, ils s'écrivent sans pouvoir se rencontrer tout en étant hébergés dans des lieux de passage obligés par les organisateurs pour la rédaction d'une performance-texte, *Le Corps de Marseille*, pour *Demoiselle K*, et du *Roman de Marseille* pour Agustín Altamirano; projets qui, bien sûr, ne verront jamais le jour. Ainsi *Demoiselle K* logera dans des lieux comme la maison natale du sculpteur César à la Belle de Mai, puis à l'emplacement de la Villa Air-Bel, qui accueillit Varian Fry, André Breton et nombre de surréalistes en 1940-1941. Elle rejoint ensuite le centre d'entraînement de l'OM et différents endroits du nord de la ville, notamment la Place François Mitterrand, à l'Estaque, dans la maison où résida Cézanne qui y peignit les quartiers pauvres qui finissent sur les murs des riches - comme dit en substance la voix off à la fin de *Marius et Jeannette* -, puis finalement le centre-ville et le fort médiocre Mémorial de la Marseillaise d'une rue Thubaneau délaissée par les prostituées d'antan et les petits-bourgeois et touristes d'aujourd'hui... Altamirano, plus classiquement, habite un hôtel du Vieux-Port puis les rues du centre où résidèrent, durant leur jeunesse, des écrivains célèbres, tels Albert Cohen ou Marcel Pagnol, avant de visiter les vieilles ennemies de la ville: Aix-en-Provence et Paris. Le Mexicain fait aussi une brève excursion à Lourmarin sur la tombe d'Albert Camus, « l'un des meilleurs écrivains qu'ait donné votre pays » écrit-il fort justement. Il ne savait pas encore le fiasco que serait le centenaire de la naissance de l'auteur de *L'Étranger* du fait, entre autres, d'élue(s) dont le qualificatif d'abruti(e)s et de poissonniers-ières serait une insulte indigne pour les faibles d'esprit - qui n'en peuvent mais... - et pour les honorables représentants de cette fort utile et respectable profession.

Chacun des protagonistes écrit dans son propre style, lequel évolue au fil de leurs relations, du convenu à l'intime, et, bien sûr, du support choisi. *Demoiselle K*. réalise ainsi des prodiges d'inventivité en l'absence de toute ponctuation, utilisant les outils numériques quand sa boulimie d'écriture ne peut, ou ne veut, se satisfaire de la feuille



blanche. Maniant les clichés au second degré et ironisant avec à-propos sur les travers d'un événement convenu qui n'a de «culturel» que l'appellation, les deux auteurs dynamisent les travers de telles manifestations. Ils font aussi preuve, en particulier Demoiselle K., d'une rare connaissance de la ville mâtinée d'un humour ravageur. On appréciera aussi le changement de ton qui intervient vers la fin du livre avec le passage de la dérision à l'inquiétude, puis à la folie, tandis que les personnages se rencontrent enfin et délaissent la lettre pour le journal intime. Mêlant fiction et réalité, jonglant avec les genres narratifs, les auteurs illustrent bien le phénomène d'attraction-répulsion que suscite souvent Marseille pour ceux qui y viennent pour la première fois comme pour ceux qui la connaissent bien, tout en révélant les multiples aspects d'une ville qui, n'en déplaise aux esprits étroits, doit beaucoup à la littérature – et réciproquement. Ces quelques lignes sont loin d'épuiser la richesse d'un livre à découvrir pour qui-conque s'intéresse de près ou de loin à la ville en même temps qu'aux nouvelles formes d'écriture et de fiction...

Si l'histoire est aussi présente dès qu'on parle de Marseille, ce n'est pas seulement un effet des incertitudes du présent et des inquiétudes pour l'avenir, mais aussi du fait que, comme l'écrit encore Richard Cobb, la ville, «à travers son histoire d'une immense richesse, s'était montrée capable d'exister et de prospérer en l'absence de Paris, sans Paris»(3). Crime majeur, quand on sait que, depuis des siècles, «il n'est bon bec que de Paris»!

Il est justement question d'histoire avec Etrangers antifascistes à Marseille, et d'une histoire en construction qui dévoile des aspects méconnus ou ignorés d'une période pourtant rebattue. L'historien Robert Mencherini y propose les actes, richement illustrés, d'une journée du très inégal colloque international, «La culture de l'Europe en exil à Marseille (1940-1944)», sans conteste la plus intéressante de l'ensemble. Sur place, le public, nombreux ce jour-là, ne s'y était pas trompé. Précédés d'une longue introduction du maître d'œuvre de la journée sur le contexte des étrangers antifascistes «entre refuge, internement et résistance», ces actes proposent d'abord le témoignage de Mélanie Berger-Volle, née à Vienne, en Autriche, en 1921 dans un quartier ouvrier. Très jeune, elle rejoignit un groupe d'extrême gauche dirigé, entre autres, par Georg Scheuer(4). Après l'Anschluss – l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en mars 1938 -, elle dut quitter clandestinement son pays pour la Belgique, puis la France. Lors de la déclaration de guerre, elle fut arrêtée comme d'autres étrangères et devait être internée au camp de Gurs, mais parvint à s'échapper. Après juin 1940, elle erra dans le Sud de la France, puis rejoignit un groupe de camarades à Montauban où ils rédigeaient

et diffusaient des tracts destinés aux soldats allemands. Arrêtée en janvier 1942 par la police, elle fut emprisonnée à Toulouse et condamnée à 15 ans de travaux forcés et 20 ans d'interdiction de séjour le 18 décembre 1942. Elle fut alors transférée à la prison des Baumettes à Marseille et, malade, hospitalisée à l'hôpital de la Conception dont elle s'évada avec une institutrice de La Ciotat, militante trotskiste, Marguerite Usclat, grâce à un groupe de camarades. Elle gagna ensuite Dijon, puis Lyon, et, enfin, Paris, tout en poursuivant ses actions de résistance jusqu'à la Libération. Naturalisée française en 1947, elle poursuit depuis un important travail de mémoire avec les associations d'anciens résistants, internés et déportés. Ce beau témoignage est suivi d'une étude sur les Espagnols du Groupe de travailleurs étrangers de Meyreuil, d'une évocation de l'itinéraire du dirigeant communiste italien Giuliano Pajetta par sa fille Elvira et d'une étude de Gérard Malgat sur le diplomate Gilberto Bosques(5). Ce dernier fut consul du Mexique à Paris à partir de janvier 1939 pour secourir l'exil espagnol au moment de la victoire de Franco. Arrivé à Marseille au début de l'été 1940, il y poursuit son action jusqu'en novembre 1942, délivrant nombre de visas et quantité de secours pour les persécutés, ouvrant deux résidences pour les réfugiés espagnols dans le quartier de Saint-Menet. Avec sa famille et l'ensemble du personnel diplomatique mexicain, ils sont alors assignés à résidence, puis transférés en Allemagne fin janvier 1943. Ils rentreront au Mexique fin mars 1944 après un échange de prisonniers entre l'Allemagne et le Mexique.

Complétés des nécessaires «aperçus bibliographiques» sur le sujet, ces actes apportent d'utiles éclairages sur des aspects ignorés de la période, démontrant l'apport des «étrangers» à la Résistance et ses aspects internationalistes, en particulier avec le témoignage de Mélanie Berger-Volle, tout en rendant un juste hommage à l'action, jusqu'alors ignorée ou négligée, du consul mexicain Gilberto Bosques.

Terminons enfin, last but not least, avec le Marseille de Germaine Krull, réédition à l'identique d'un ouvrage paru en 1935. Née en 1897 de parents allemands dans une région rattachée à la Pologne en 1921, après le traité de Versailles, Germaine Krull étudie la photographie à Munich et ouvre un atelier tout en fréquentant les mouvements d'avant-garde et les milieux révolutionnaires. Arrêtée après la Commune de Munich, elle est expulsée de Bavière et se rend à Berlin où elle rencontre le jeune cinéaste hollandais Joris Ivens qu'elle suit à Amsterdam en 1925 où elle est séduite par la beauté des constructions métalliques du port. Installée à Paris l'année suivante, elle initie à la photographie un jeune roumain, Eli Lotar, avec qui elle vit durant trois ans. A la suite de ses photographies industrielles, elle publie Métal qui marque l'histoire de la

photographie et réalise ses premiers clichés de la Tour Eiffel qui paraissent dans Vu, inaugurant une longue collaboration et d'innombrables reportages pour le magazine de Lucien Vogel. Elle collabore aussi à Marianne ou à des publications d'avant-garde comme Bifur. En 1931, Pierre Mac Orlan écrit à son propos dans le premier volume de la collection «Les photographes nouveaux», chez Gallimard, qui lui est consacrée: «elle ne crée pas des anecdotes faciles, mais elle met en évidence le détail secret que les gens n'aperçoivent pas toujours, et que la lumière de son objectif découvre là où il se cachait». En 1937, elle s'installe à Monaco et réalise des reportages mondains. Partie au Brésil après l'armistice de juin 1940, elle rejoint Brazzaville et dirige le service photographique de la France libre. Elle suit la campagne de l'armée française du général de Lattre de Tassigny. En 1946, elle devient correspondante de guerre en Asie, travaillant pour une agence photo de Bangkok. Ensuite, elle y restaure et dirige un célèbre hôtel international. A l'âge de soixante-dix ans, elle rejoint une communauté tibétaine en Inde, avant de revenir en Europe en 1983 où elle meurt, à Wetzlar, en RFA, deux ans plus tard. Voilà pour l'auteur de ces photos au parcours atypique et aventureux. Pour les photos elles-mêmes réalisées au début des années 1930, elles illustrent parfaitement l'activité foisonnante d'un port de dimension mondiale qui était encore dans la ville: navires serrés, quais débordant d'activités, grues entre reflets de la mer et ciel nuageux, cheminées d'usines et entrepôts, amoncellements de sacs, de tonneaux, de marchandises déchargées à dos d'homme par les dockers... Et puis le Pont Transbordeur, magnifique monument de métal, dont elle a réalisé, avec le hongrois Moholy-Nagy, quelques-uns des plus beaux clichés. Les «vieux-quartiers» aussi, autour du Vieux-Port, détruits par les nazis en 1943, et dont les habitants semblent illustrer la remarque de Suarès: «un bon peuple sans fiel et qui aime sa bonté». Bref, il faut avant tout inviter le lecteur à aller voir de près ces photographies en gardant à l'esprit ce que disait elle-même Germaine Krull de son travail: «La première science du photographe est de savoir regarder... Le même monde vu par des yeux différents, ce n'est plus tout à fait le même monde, c'est le monde à travers la personnalité... Chaque angle de vue nouveau multiplie le monde.»

Ne laissons donc pas passer l'occasion de multiplier notre regard sur les restes d'une ville où des édiles, ou mieux imbéciles et incultes, laissent tomber en ruines les derniers restes d'un passé prestigieux(6) et saluons le travail de ceux qui, ici même, écrivent au quotidien une longue histoire loin du bon ton parisien.

Marius Escartefigue

[3] Richard Cobb, op. cit., p. 11. On en jugera en lisant l'indispensable Histoire universelle de Marseille d'Alessi dell'Umbria (Agone, 2006).

[4] Lire les mémoires de Georg Scheuer, Seuls les fous n'ont pas peur. Scènes de la guerre de Trente ans (1915-1945), Syllepse, 2002. Ce groupe, les Revolutionäre Kommunisten Deutschlands (Communistes révolutionnaires d'Allemagne), était issu du trotskisme mais considérait l'URSS comme une société capitaliste et s'opposait à sa défense inconditionnelle. Dès la fin de 1940, il entreprend des activités de résistance dans le sud de la France sur la base du « défaitisme révolutionnaire » et publie à partir de janvier 1943 Fraternelle prolétarienne qui invite les soldats allemands à désertre et à se révolter.

[5] Pour de plus amples informations, lire Gérard Malgat, Gilberto Bosques ou la diplomatie au service de la liberté. Paris-Marseille (1939-1942), L'atinoir, 2013

[6] «Comment la Ville a laissé disparaître l'atelier Nadar» sur le site Mars Actus

Luttes dans l'espace européen et luttes contre l'UE

Voici la deuxième partie d'un article rédigé à partir d'une discussion de l'été 2014 dans le cadre des rencontres libertaires d'Eychenat (Ariège) organisées par l'OCL. Dans le premier volet publié dans le numéro précédente de *Courant Alternatif* (novembre 2014), nous avons tenté de donner une première définition de l'UE dans le cadre capitaliste, de préciser quels étaient ses principaux objectifs aujourd'hui, d'évaluer les niveaux des résistances sociales – éparpillées et marquées par un recul de l'internationalisme.

Le cadre "national-étatiste" demeure encore – au moins subjectivement – celui qui prévaut pour penser la situation, mener des luttes et définir des adversaires ou des ennemis, et en même temps pour interpréter les conflits de classes comme des questions nationales opposant la souveraineté supposée des différents États-nations et une structure supranationale de la "governance" du Vieux Continent.

UNE EUROPE DES LUTTES?

Si le capital européen est relativement unifié dans le cadre de l'UE, il n'y a pas d'Europe des travailleurs, des résistances... Le projet européen, par l'intégration de nouveaux membres, reste celui d'un élargissement du marché avec ce que cela suppose en termes d'infrastructures. Il y a toujours des fonds européens pour financer des grands travaux de liaisons commerciales, d'autoroutes, de voies rapides pour les camions... A une époque, ça a été le Portugal ou la Grèce, maintenant ce sont les pays de l'Est, la Pologne, qui sont concernés. Mais le marché, c'est aussi celui du travail et des investissements qui y sont étroitement liés, les capitalistes investissant à tel endroit et pas ailleurs en fonction des conditions d'exploitation de la main d'œuvre locale. Les différenciations nationales qui subsistent servent à maintenir des stratifications sociales et des zones de profitabilité basées sur le coût du travail, à mettre des zones en concurrence. Il n'y a pas de SMIC européen ni d'«Europe sociale», pas de droits sociaux formels égaux dans les différents pays tout simplement parce que le marché du travail s'appuie précisément sur l'absence de «prix fixes», sur les différences de salaires (et de législation sociale), sur la mise en concurrence

des territoires, des pays, et donc des États.

Cette concurrence entre bassins d'emplois réels ou potentiels explique qu'il n'y a pas de solidarité internationale entre travailleurs. On a tous des exemples en tête, Renault et d'autres. Et ce n'est pas réductible à l'échelle européenne: en France, quand un site de production ferme, les autres sites de la même boîte ne se mobilisent pas. C'est un peu chacun pour soi. On l'a vu dans l'automobile et partout. On l'a même vu dans un cadre local lors du conflit des abattoirs Gad, où les salariés d'un site (Josselin) se sont violemment opposés aux grévistes d'un autre site (Lampaul-Guimiliau) de la même région. Et cela remonte à loin, y compris dans les secteurs ouvriers les plus combattifs. Si on pense que de grandes luttes doivent partir de la classe ouvrière, en ce moment, c'est plus que jamais une posture incantatoire, hors de toute réalité. On peut le regretter mais c'est ainsi.

Dans les mouvements comme Occupy, Indignés, Park Gezi, etc. il y a des logiques qui nous interpellent parce qu'elles sont en grande partie les nôtres, des aspirations à reprendre le pouvoir sur sa vie et à transformer la société, même si cela s'exprime dans les termes de l'idéologie dominante («démocratie réelle», répartition des richesses

plus juste...). Même si ces mouvements ont des limites, ils ont aussi été encore plus vite limités par la répression: les dynamiques de rues, d'assemblées, d'actions de toutes sortes menaçaient de provoquer un désordre et un réveil social qu'il fallait éteindre au plus vite.

CRISE DES ÉTATS-NATIONS ET REJET AMBIVALENT DE L'EUROPE

Ces États sont le produit de l'industrialisation, du colonialisme, de la guerre de 14-18. Or on s'aperçoit qu'ils ont échoué à créer une citoyenneté conforme à ce qu'ils proclament. Depuis la fin du «communisme réel», on assiste à une multiplication des États... En Europe, la Yougoslavie a explosé, la Tchécoslovaquie s'est coupée en deux, la Belgique est en mauvais état, il y a des envies de séparation en Ecosse, en Catalogne, dans le nord de l'Italie (Lombardie et Vénétie surtout). Et ce phénomène s'étend partout. On entre dans une nouvelle période: ce qui a tenu pendant environ 100 ans, à un moment donné du développement du capital, explose parce que cela ne fonctionne plus. Et ce sont des gens réels, beaucoup plus que le capital qui s'en accommode, qui rejettent ces situations imposées. En Europe, les pires nationalismes se greffent sur des insatisfactions en termes de citoyenneté.

La crise des États-nations correspond aussi à des facteurs externes, à une crise du capital à un niveau mondial, avec de nouvelles contradictions sur ses assises politiques territorialisées, la montée de la Chine, etc. tout cela ayant aussi des effets sur l'Europe en tant que morceau du marché mondial des marchandises et du travail. Ceci nous pose des questions concrètes. Quel est le lieu du politique sur lequel il est possible de peser un tant soit peu? Quel espace (social, territorial...) pour une politique entendue comme maîtrise de ce qui se joue dans ce qui affecte la vie des gens? Sur la crise des États-nation, qu'est-ce qui émerge comme revendications, comme luttes, à partir de la négation ou de l'oppression de certaines identités, de la spoliation de certains territoires? Quels sont les critères affichés pour contester ces formes d'oppression? Quelles



sont les dynamiques sociales et politiques qui prévalent dans telle ou telle situation? Un séparatisme de «riches» (Flandres, Padanie...) articulé à des exigences libérales et clairement anti-ouvrières n'est pas la même chose qu'une lutte populaire anticoloniale "classique" laissant émerger, en son sein ou à ses marges, une dimension sociale, voire de classe.

L'Europe comme référence forte n'a pas beaucoup de sens pour la plupart des gens. Seule une minorité de patrons, de cadres supérieurs, de jeunes diplômés y voient une opportunité de réussite, pour de nouveaux marchés, profits et plans de carrière privilégiés au sein des classes supérieures. Il y a un rejet de l'Europe mais pas de volonté de la détruire, plutôt de s'en séparer. Cela prend parfois la forme du nationalisme. Dans les manifestations en Grèce, il y avait beaucoup de drapeaux grecs, de même au Portugal, ce qui est indéniablement signe d'une régression politique. Dans les grands rassemblements de Seattle, de Gênes, etc. on voyait des drapeaux féministes, arc-en-ciel, rouges, bariolés et rouge et noirs. Aujourd'hui, dans les rassemblements contre le TAFTA, on voit beaucoup de drapeaux bleu-blanc-rouge. En même temps, ce ne sont pas les mêmes quantités, les mêmes couches sociales et générations. Lors des grandes manifs à Bruxelles, à Gênes, on était 80.000 dans la rue. La dernière manifestation à Bruxelles, ils étaient à peine plus de 200 et se sont tous fait arrêter préventivement. Après Gênes, le mouvement a été cassé par la répression. Le cycle des contre-sommets est fini, même si certains s'accrochent.

La présence des drapeaux tricolores dans certaines manifs récentes correspond à la persistance de la vieille gauche française, de souche républicaine, avec Mélançon, le PCF, etc... C'est une tradition très française qui semble ressurgir et en même temps, elle ne mobilise pas énormément. Cependant, aujourd'hui que le système est en crise, il y a une jonction de ces éléments là avec l'extrême-droite, jonction qui était déjà à l'œuvre lors du référendum sur la Constitution européenne de 2005 et qui s'est accélérée depuis que le FN bleu-marine se veut moins libéral, plus social, contre le pouvoir des banques, plus dans la défense des emplois ouvriers français et de la protection sociale réservée aux «Français d'abord», etc... Le clivage nation/UE est alimenté à la fois par des gens de la gauche et de la droite et cela n'est pas nouveau.

C'est que les choses s'entretiennent mutuellement. Quand la Grèce a effectivement été attaquée et placée directement sous la tutelle de l'UE, on a pu voir jusqu'où le capital pouvait aller pour imposer ses solutions, mais on n'a pas vu s'exprimer de mouvements de solidarité en Europe esur des positions de classe: tout a été lu à travers le prisme national, en Grèce mais aussi ailleurs en Europe, alors que les salaires ont été ré-

duits de 30%, que les conventions collectives ont été annulées, que des grèves ont été interdites, etc. Les signes les plus marquants de l'affrontement de classe pourtant évidents ont été gommés et recyclés dans des discours inspirés par des économistes critiques, moins libéraux, plus keynésiens... mais dans tous les cas à mille lieues de toute perspective de résistance sociale internationale. Le discours critique sur la dette tel qu'il a été produit ici ou là est déconnecté des conditions de la production des richesses, c'est-à-dire des modalités très concrètes de l'accumulation. Du coup, il est utilisé pour réduire les problématiques économiques, pourtant éminemment traversées par l'exploitation du travail vivant, à des questions de souveraineté nationale des Etats, à la folie de la finance incontrôlée, à la tambouille de la maîtrise des équilibres budgétaires et au débat très passionnant opposant priorité relative à la relance ou à la résorption des déficits publics.

Notre opposition à l'Europe ne peut pas se mélanger avec n'importe qui dans le souci très opportuniste de «faire nombre», car nous sommes opposés aux nationalismes aussi bien de gauche que de droite. Notre opposition doit être claire sur ses motivations et ses contenus: elle doit être plus affirmative sur ce que l'on veut. Et dans tous les cas, sortir du prêchi-prêcha intemporel, tournant à vide sur lui-même, qui est aussi un signe d'impuissance.

DIFFICULTÉS

Il semble difficile de séparer totalement ce qui relève de l'"Europe" et ce qui se réfère au "national". Les hommes politiques jouent à fond là-dessus pour à la fois faire croire qu'ils ont le pouvoir d'influer et qu'ils ne sont pas responsables des mesures impopulaires. Et les militants les plus avertis tendent aussi à ne pas faire les distinctions. Par exemple, la réforme ferroviaire est présentée comme une décision européenne alors que les solutions choisies ne sont pas les mêmes dans tous les pays.

De plus, on a déjà beaucoup de mal à organiser des choses localement avec d'autres, on a encore plus de mal à coordonner les choses «nationalement». A l'échelle européenne, comment faire? Comment faire sans moyens, sans permanents, sans subventions? Sans doute déjà en renonçant dès le départ à concevoir les «mouvements» comme des contre-pouvoirs reconnus institutionnellement, avec des professionnels, des administrateurs et des salariés de base, des porte-paroles médiatiques et des secrétaires, toute une logistique gestionnaire visant à pérenniser un petit appareil (comme le réseau «sortir du nucléaire»)... La question des moyens n'est pas taboue ni affaire de purisme mais nous savons qu'elle porte en elle celle des contenus et des finalités de la lutte.

Nous pouvons pourtant produire des analyses sur les enjeux européens, ce qui est crucial pour la classe dirigeante, ce qui est important pour eux et surtout pour nous. Ces analyses nous manquent et elles sont pourtant à notre portée. Les proclamations internationalistes ne servent à rien, si ce n'est à masquer un vide: un vide en termes de contacts effectifs, et en termes d'examen attentifs des résistances concrètes, des rapports de force réels, de comment cela se construit à tel ou tel endroit, les leçons qu'il est possible de retirer de telle ou telle expérience de lutte. Et il y a urgence. Parce que nous avons aussi l'extrême droite qui est d'autant plus un obstacle qu'elle parvient à capter des colères sociales individualisées dans l'atomisation d'un quotidien dégradé, le recul des luttes collectives et l'exutoire du bouc-émissaire et... de l'isolement. L'Europe produit en effet un sentiment d'impuissance. On s'en aperçoit tous les jours, dans des conversations avec des amis, voisins, collègues, qui disent que les décisions importantes se prennent au niveau de l'UE et donc à un niveau inatteignable. Cela a pour conséquence d'encourager selon les cas soit le repli sur la sphère privée, la dé-mobilisation, soit un repli dans le cadre national, et ses extensions nationalistes ou souverainistes. C'est un problème que l'on rencontre assez fréquemment, y compris chez des militants: la croyance que le cadre national est indépassable, qu'il est naturellement celui de la politique comme il serait celui, familier, des habitudes, des manières de penser et de saisir spontanément la réalité. Pourtant, si les États pris séparément n'ont déjà rien de démocratique au sens «radical» du terme, l'Union Européenne est la caricature d'un ensemble d'institutions totalement antidémocratiques, ce qui donne des arguments aux souverainistes qui ont beau jeu de dénoncer les «élites» et les «technocrates de Bruxelles» et de réclamer de sortir de cette Union. Ce sentiment d'impuissance se traduit aussi par toutes les formes de localisme, de petites initiatives que l'on a l'impression de maîtriser parce que l'on est peu nombreux, dans des échelles qui correspondent à nos capacités d'interagir avec d'autres.

Le danger serait de se placer dans le jeu de la force de contre-proposition, d'«une autre Europe» ou même d'une «Europe des travailleurs». Quant aux alternatives à l'Europe, elles sont portées par les courants nationalistes à des degrés divers (sortie de l'euro ou de l'UE). Sans proposer une «autre Europe», une «alternative», il est important de proposer un point de vue qui combatte à la fois le nationalisme, les politiques de l'UE et l'UE elle-même. L'alternative se situe dans ce que l'on peut gagner par les luttes, dans la construction de mouvements plus forts et vivants, le tissage de nouveaux liens, des formes de coopération sociale non capitalistes... qui redessinent les territoires du

commun et des communautés de singularités humaines, qui questionnent leurs limites et érigent des ponts pouvant les relier entre elles, qui combattent en pratique toute forme d'enfermement identitaire.

Nous n'avons sans doute pas d'alternative à proposer (à part des abstractions) mais si l'on prend la question des frontières de l'Europe, on sait que c'est là, en particulier en Méditerranée, que se jouent beaucoup de choses, principalement les flux de la force de travail migrante et donc aussi les luttes pour s'affranchir des frontières, pour les attaquer comme parties décisives de dispositifs de contrôles et de régulation de la partie de la main d'œuvre prolétariaire la plus exploitée dans l'UE. Ainsi la Méditerranée n'est certainement pas notre frontière: elle doit être pensée et projetée au contraire comme un autre «centre», comme un espace du commun, un espace de subversions partagées, de brassages, de luttes et de solidarité. En tant que bord «recentré», cette région méditerranéenne des deux bords remet en cause frontalement l'Europe comme espace, comme régime et comme identité.

Les frontières institutionnelles de l'Europe sont à rejeter non seulement parce qu'elles instituent un régime de contrôle de la force de travail, mais aussi parce que ce régime s'appuie sur des références et un imaginaire maladif, xénophobe, colonialiste et raciste, qui appartiennent pleinement aux fondements socio-historiques de l'Europe, berceau de l'Occident, sur lesquels la construction européenne et le projet de l'UE s'assument comme continuité.

LE DOMAINE DU POSSIBLE

L'exemple de NDDL est intéressant. Pour nous qui vivons dans l'hexagone, cette lutte est devenue importante par ce qu'elle signifie dans le cadre national français: enjeu politique par rapport au PS au pouvoir, expérience de lutte nouvelle avec des caractéristiques propres, où se sont additionnées, non sans heurts, des forces, des mouvements et des mouvances distinctes, richesse et multiplicité des enjeux qu'un tel projet révèle, importance que ce foyer de lutte représente dans le contexte d'une atonie certaine de la conflictualité en général. Mais, il n'est pas certain que cette lutte soit perçue comme importante ailleurs. Le mouvement NoTav en Italie a fonctionné aussi comme ça, même s'il y a eu quelques centaines de non-Italiens qui s'y sont intéressés de près; son message, sa combativité, ses niveaux de mobilisation et de cohésion par rapport à la répression, et d'ouverture sur d'autres luttes ont eu et ont encore une fonction très importante dans la tonalité générale et la configuration des mouvements sociaux et des résistances en Italie. L'enjeu de ces grands projets nuisibles européens est donc en fait le plus souvent un enjeu d'abord national. Par contre, la bataille de Valogne

(Manche) contre le transport de déchets radioactif en novembre 2011 s'est nouée ici en France aussi parce qu'il y avait une résistance en Allemagne sur l'exportation des déchets mais pas ici contre l'arrivée des déchets. Il y avait bien sûr aussi d'autres raisons, après Fukushima, la montée en puissance de la mobilisation contre le projet de NDDL et donc le surgissement d'une certaine disponibilité activiste...

Les difficultés à mobiliser découlent de l'absence de mouvements de résistances organisés, pérennes et potentiellement anticapitaliste à l'échelle européenne. Les mouvements quand ils existent et menacent de prendre de l'importance, sont écrasés les uns après les autres, principalement par la répression mais aussi par l'émergence de tendances bureaucratiques. La gestion des mouvements sociaux par l'Etat ne se résume pas seulement à diviser défensivement pour régner entre les «bons» et les «méchants» manifestants, entre les «non-violents» et les «casseurs». Elle vise à faire de cette division, l'axe constant de la contention et de la résolution des conflits en lui donnant un prolongement: d'un côté en fermant les espaces de contestation et en imposant ses décisions par la force et la répression; de l'autre, en ouvrant d'autres espaces de médiation et de concertation pour canaliser la révolte et la contestation dans des formes bureaucratiques, de représentation, la formation de groupes de pression reconnus à condition qu'ils restent à leur place et jouent la carte de la collaboration conflictuelle et de la connivence avec les institutions. Schéma pouvant fonctionner à condition qu'il y ait matière à compromis. Or, c'est de moins en moins le cas et c'est pourquoi les médiations s'effondrent et la répression se durcit.

Maintenant, une question se pose avec l'expérience que l'on a depuis des années: comment ne pas se faire écraser en étant plus organisés, avec des liens internationaux, sans recréer une nouvelle bureaucratie, comme l'ont fait les syndicats, le mouvement antinucléaire, les organisations officielles de l'alter-mondialisme. L'informalité des réseaux horizontaux a pu apparaître comme une alternative: cette exigence légitime de contrôle et de maîtrise des processus d'organisation a sans doute indiqué une direction à prendre mais n'a pas répondu en termes d'efficacité, de sortie de l'angle mort de la marginalité. Le problème est connu, mais irrésolu: on n'arrive pas à sortir du localisme sans fabriquer une nouvelle bureaucratie, qu'elle soit formelle (structure avec permanents et subventions) ou informelle (des gens plus en mesure de se déplacer de lutte en lutte, de pays à pays).

Cela veut dire pour commencer: comment s'ouvrir à d'autres résistances ailleurs? Il y a eu la tentative - M31 - d'une journée d'action internationale contre le capitalisme (31 mars 2012). Elle a connu un relatif succès en

Allemagne avec 10000 manifestants dans les rues de Frankfurt et cela a permis de faire se rencontrer des groupes dans toute l'Europe. Nous avons relayé l'information dans Courant Alternatif et sur le site Internet, mais il faut bien avouer que l'on n'a pas été capable de prendre la moindre initiative, de prendre des contacts, de provoquer au minimum une réunion ouverte avec des camarades pour en discuter. Il existe ou a existé des appels plus récemment pour relancer des mobilisations européennes de la part de mouvements italiens et de réseaux activistes d'Allemagne notamment, en essayant de proposer à nouveaux frais des sortes de contre-sommets sur les questions de l'austérité et de la politique européenne. Initiatives louables mais qui sont toutes liées à des situations ou événements particuliers et qui correspondent à chaque fois à un pays particulier: sommet européen sur le chômage des jeunes à Milan, inauguration du nouveau siège de la BCE à Frankfurt.

Des confusions sont parfois faites. Le sentiment d'échec dans les luttes qui se répand n'est pas lié à seulement à l'Europe, mais parce que les luttes sont devenues beaucoup plus dures à gagner. Il y a eu beaucoup d'échecs sur le terrain social de ces dernières années. Europe ou pas, on a surtout aujourd'hui un capital triomphant qui gagne la plupart des luttes. Une offensive du capital qui casse la combativité, qui attaque non seulement sur les salaires, les conditions de travail, sur les retraites, le montant des tarifs publics, qui met des tas de gens dans la misère la plus noire à tous les niveaux, mais aussi qui a pour fonction de casser la confiance des gens dans leur propre capacité à lutter et à gagner. Avec le marché unique transatlantique (TAFTA), les choses vont empirer. Plein de gens vont se dire qu'ils ne peuvent plus rien maîtriser de leur vie, que ce sont directement les multinationales qui gouvernent, que tout échappe aux Etats qui ne font que suivre et défendre les besoins des multinationales. Des coups d'assommoir supplémentaires en perspective qui vont s'ajouter aux politiques d'austérité, aux attaques sur le coût du travail et sur la protection sociale, aux projets d'aménagement nuisibles et destructeurs.

Mais concrètement, on ne peut pas faire plus que tisser des liens à notre échelle. On ne va pas, en partant de ce que l'on est, inventer des choses fabuleuses. Cependant, il existe des choses sur lesquelles on peut s'appuyer au-delà de ce que l'on mène quotidiennement.

-La lutte contre la grande vitesse: le TAV Turin-Lyon et celui qui vise à rejoindre la France à l'Espagne via le Pays basque.

-Les luttes contre les grands travaux d'aménagement capitaliste : NDDL a ouvert quelque chose qui se diffuse dans d'autres résistances. Ensemble, elle dessinent une nouvelle cartographie des luttes, du moins si on la compare à la décennie précédente.

-Les attaques sur l'avortement en Espagne : on a vu qu'il y avait du répondeur, y compris en France.

-Sur la Grèce, sur l'Italie, sur des explosions de colère sociale en Espagne (Gamonal, Can Vies), partout où on le peut, poursuivre les tentatives de faire connaître ces situations, ces résistances.

-Plus généralement, être attentifs à toutes les formes de résistance sociale dès lors qu'elles manifestent une dynamique dépassant largement l'activisme routinier et militant.

Par contre, parler de « riposte » à l'échelle européenne est un peu hors sujet, un peu démesuré, de l'ordre du fantasme.

PRIORITÉS

Un objectif qui semble essentiel: essayer de faire un suivi de ce qui, au niveau de l'UE se décide et nous concerne et qui nous permette de ne pas produire un discours trop général et idéologique sur l'Europe mais qui s'appuie sur des faits concrets, des décisions, des luttes aussi. Important de voir ce qui se joue comme attaques à ce niveau-là. C'est une structure de pouvoir du capital qui est là pour définir des orientations et prendre des décisions, et il s'en prend beaucoup. Il est donc important de savoir ce qui se décide, à quoi ça correspond. La Confédération paysanne le fait à son niveau : elle sait parfaitement ce qui se passe sur la PAC, le type d'agriculture qui est projetée, etc...

Les luttes partent de ce que des gens subissent et d'un facteur déclencheur, parfois inattendu et souvent externe à l'activisme des militants. Oublier cela, c'est risquer d'idéologiser cette confrontation, de se figer dans un internationalisme de principe, de se satisfaire de grandes envolées générales sans aucun effet, etc.

L'autre danger est celui qui, au lieu de porter les luttes de manière directe sur un terrain de classe, ou sur d'autres plans dits sociétaux ou environnementaux, les déporte sur des aspects très secondaires et notamment en s'en prenant à tel ou tel responsable, en cherchant à cibler le personnel politique de l'UE et en demandant qu'il soit changé. On l'a vu lors des dernières élections européennes: virer Barroso et mettre Juncker ou Schulz à la place et replacer ainsi le conflit dans les impasses du terrain électoral et du pseudo "débouché politique" institutionnel. Mais nous nous heurtons aussi à un autre problème s'il on veut aborder la question des capacités d'intervention, du volontarisme: où sont les militants anticapitalistes? On en a fait l'expérience ces derniers temps: sur pas mal d'initiatives, il n'y pas grand monde. Par exemple, pour organiser un espace anticapitaliste dans le rassemblement de Notre Dame des Landes de l'été dernier, on s'est retrouvés une poignée sur le terrain à tout organiser alors que sur Internet, on avait l'impression qu'il y avait plein de

groupes libertaires et de militants investis... Difficile dans cette extrême fragmentation des différents courants et sous-courants, difficile devant l'étanchéité séparant les références, les modes d'action, les domaines d'intervention, les priorités, les histoires singulières, etc. d'entrevoir des possibilités d'inverser à court terme les tendances lourdes à l'éparpillement, au repli, à la cacophonie et à l'impuissance qui traversent et caractérisent l'ensemble des milieux militants dans cette période où, en outre, le niveau général des luttes favorise cette tendance. Sur le papier, on peut vouloir plein de choses: en finir avec le capitalisme par une révolution immédiate, ou du moins faire tout le possible pour hâter une situation révolutionnaire, où encore proclamer que l'on serait déjà entré dans une ère d'insurrections et de révolutions. Dans la réalité, c'est beaucoup plus compliqué car il nous semble que, pour le moins, les « conditions subjectives » (aussi bien en termes de militance, d'organisation des luttes, de qualité des résistances, de sentiment de pouvoir changer le cours de l'histoire...) sont encore très loin d'être réunies. Par ailleurs, les fragments des résistances éparses ne forment pas encore les pièces d'un puzzle qu'il s'agirait juste d'assembler les unes aux autres. Cela reste un objectif.

EN RÉSUMÉ

Au cours de cette discussion, nous avons identifié, dans la politique de l'UE, 4 grands domaines qui nous affectaient particulièrement et sur lesquels il nous semble possible et souhaitable de définir des enjeux en termes de luttes européennes à forte dimension anticapitaliste, et donc de concentrer une attention particulière et certains efforts.

1. Le démantèlement de l'Etat-providence et de ses services publics.

2. Les attaques sur le coût du travail et toutes les mesures d'intensification de l'exploitation.

3. La Forteresse Europe en tant que dispositif de régulation et de discipline des segments ouvriers et prolétaires les plus exploités et donc les plus productifs de valeur et de profits.

4. Les grands travaux d'aménagement et d'infrastructures capitalistes de dépossession et de saccages des territoires.

Nous avons par ailleurs formulé quelques exigences quant à la manière d'aborder ces thématiques.

1. Partir des luttes et des résistances sociales réelles et poser parmi elles les thèmes du décloisonnement, des liaisons inter-luttes, de la globalité de la crise, de la cohérence des décisions prises par les États et l'UE et donc de la globalité des enjeux;

2. Ne pas viser des responsables ou politiciens particuliers ni rabâcher les professions de foi internationalistes dans le vide, mais

étudier, comprendre et combattre la politique de l'UE en tant que telle et les intérêts capitalistes qu'elle défend;

3. Aborder les questions de l'intervention politique, de la militance, des initiatives, des priorités, des réseaux, des modes d'agrégation, d'expression et d'organisation adéquats, etc.

Si aujourd'hui presque tout est à construire, l'Europe des luttes peut être un peu plus qu'un slogan. Elle ne se résume pas à des grands rassemblements, même si des temps forts sont dans la logique des conflits et qu'ils peuvent être très utiles pour marquer des étapes dans un rapport de force, pour faire apparaître clairement des camps et des intérêts antagonistes et redonner confiance. Elle ne doit surtout pas conduire à définir ce qui serait une « bonne » politique européenne, avec un personnel alternatif adéquat. Elle doit combattre à la fois les politiques de l'UE et son propre cadre institutionnel en tant que tel tout en combattant les cadres nationaux des États et la revendication du retour à un passé prétendument glorieux. Elle doit aujourd'hui se penser en termes de rapport de force sur la durée, viser des victoires sur le terrain de l'affrontement et servir à remettre de la confiance dans les capacités de résister au quotidien, dans le boulot, dans tous les domaines d'activité (et même d'oisiveté et de loisirs) et contre toutes les atteintes à nos conditions d'existence.

Le capitalisme ne s'écroulera pas tout seul. Par contre, il peut nous atteindre, nous affaiblir durablement, nous briser, nous faire disparaître avant terme et continuer à déplacer ses limites, continuer sans nous. Sa seule limite, c'est « nous », c'est-à-dire tous ceux et toutes celles qui, s'ils sont suffisamment nombreux et puissants par la massification des pratiques de conflit et d'auto-organisation, accentueront sa crise et dans le même temps/mouvement, inventeront une nouvelle organisation de la vie sociale et du pouvoir de décision politique en faisant vivre une autre conception de l'existence que les logiques de domination, d'assujettissement, de chantage au salaire et au revenu, d'extorsion, de destruction et de mort promues et imposées par le capital.

Objectifs lointains diront les pessimistes. Il nous faut alors attaquer ce pessimisme et cette méfiance qui ne sont pas des humeurs neutres nées de nulle part mais déjà des batailles perdues, des défaites de la volonté et de la confiance que le capital s'est donné les moyens de nous infliger.

Fin octobre 2014

LA PHOTOGRAPHIE DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2013 D'APRÈS L'I.N.S.E.E.

En 2013, 25,8 millions de personnes avaient un travail et 2,8 millions étaient au chômage. Il ne s'agit pas des inscrits à Pole Emploi, mais d'une estimation du nombre de personnes qui ne travaillent pas du tout, même pas une heure par semaine, et qui cherchent un emploi. Si on ajoute à ces personnes celles qui souhaiteraient travail-

ler mais ne recherchent pas véritablement d'emploi, on arrive à une estimation de 4,1 millions de personnes sans emploi et souhaitant travailler. Plus des trois quarts des emplois sont dans le secteur tertiaire (commerce et services, intérim compris, même les intérimaires qui travaillent dans l'industrie). Près de neuf personnes ayant un emploi sur dix étaient des salarié-e-s, dont 86,5% en CDI. Le sous-emploi, c'est-à-dire les personnes qui travaillent moins qu'elles ne le

souhaiteraient (temps partiel subi et non choisi), concerne 6,5% de ceux-celles qui ont un emploi, en progression de 0,4 points. Il touche plus particulièrement les femmes et les jeunes. Le chômage était en moyenne de 9,8%, en hausse de 0,4 point sur un an. La dégradation observée sur ces deux dernières années a davantage affecté les hommes, dont le taux de chômage a dépassé celui des femmes.

Source: INSEE première n°1516, septembre 2014

LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'EMPLOI

Vous savez, c'est le truc dont le gouvernement est si fier et sur lequel il compte pour faire baisser le chômage. En gros, c'est un crédit d'impôt offert aux entreprises qui payent mal leurs salarié-e-s (4% des rémunérations brutes pour les salaires inférieurs à 2,5 SMIC). Elles peuvent faire ce qu'elles veulent de ce cadeau, bien sûr. 1/3 des entreprises industrielles et un peu moins de la moitié des entreprises de ser-

vice pensent que ce sera bon pour l'emploi (sans plus de précision). Par contre, elles annoncent qu'elles utiliseront environ la moitié du montant du CICE pour augmenter leur bénéfice, qu'elles comptent utiliser en partie (partie non précisée) pour l'investissement pour la majorité d'entre elles. Bref, encore une fois, un cadeau fiscal aux entreprises dont elles feront ce qu'elles veulent.

Source: INSEE focus n°10, septembre 2014

MONDIALISATION

18% des entreprises de plus de 50 salarié-e-s (hors agriculture et banques) sous-traitent une partie de leur activité à l'étranger. Il ne faut pas confondre sous-traitance et filialisation. Si on ne considère que les sociétés appartenant à un groupe multinational, 38% ont recours aux filiales étrangères du groupe, et 28% à la sous-traitance internationale (bien sûr, il peut y avoir les deux en même temps). Cette sous-traitance concerne souvent le cœur du métier. 4/5 des entreprises qui font appel à la sous-traitance internationale le font à l'intérieur de l'Union Européenne. Rappelons qu'en ce qui concerne la sous-traitance sur le territoire national, la majorité des entreprises de plus de 50 salarié-e-s y ont recours (57%).

Source: Insee Première N° 1518 - octobre 2014

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE N'EXISTE PAS, ET IL A ÉTÉ ATTRIBUÉ À UN FRANÇAIS, JEAN TIROLE

Il n'y a pas de prix Nobel d'économie. La banque centrale suédoise a créé en 1969 le «prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel» d'un million de dollars. Ce sont généralement des économistes américains qui sont primés avec une affection toute particulière pour l'école de Chicago, les économistes qui ont conseillé Pinochet et inspiré Reagan et Thatcher. Ce prix encourage aussi l'impérialisme de l'économie en récompensant ceux qui étendent le champ de la science économique à d'autres objets que la production et les échanges.

Jean Tirole est un pur produit de la technocratie française, ancien polytechnicien passé par les «Ponts et Chaussées». Ensuite, bien sûr, il est parti aux USA où il soutient une thèse au Massachusetts Institute of Technology (MIT) où il devient prof. Ce n'est donc pas exactement un courant économique français qui est récompensé. Il est ensuite parti à Toulouse participer à la fondation de la Toulouse School of Economics.

Pour faire simple, il a travaillé, entre autres, sur l'économie des logiciels libres, les regroupements de brevets, ou encore les ententes tacites entre entreprises. Une de ses marottes: les marchés «bifaces», qui organisent des interactions entre plusieurs catégories d'utilisateurs, tel

un moteur de recherche qui offre le service au grand public mais fait payer les entreprises qui y figurent, travaux utilisés par les sociétés de conseil en gestion et les autorités de la concurrence du monde entier. Il a joué aussi un rôle important auprès de l'Union Européenne. Ses travaux ont inspiré l'introduction de la concurrence dans les secteurs réglementés, et servent de base à la politique et à la jurisprudence sur la concurrence (je ne rentrerai pas dans des détails fastidieux). Il a aussi milité pour l'instauration des permis de polluer (marché carbone). On voit donc que c'est un bon et fidèle serviteur que la Banque de Suède a récompensé. Elle a aussi récompensé en Jean Tirole un des membres fondateurs de

l'Ecole d'Economie de Toulouse (Toulouse School of Economics). Qu'est-ce que c'est? C'est une «université d'excellence», très reconnue au niveau mondial, aux chercheurs très bien payés. Comment font-ils pour être si bien payés? L'Ecole est rattachée à l'université de Toulouse mais financée en partie par des fonds privés, de très grandes entreprises. C'est une fondation. C'est donc un des acteurs de la privatisation de l'université qui a été récompensé. A noter que la grande concurrente de l'Ecole d'Economie de Toulouse est l'Ecole d'Economie de Paris, sur le même modèle économique d'un financement par le privé et d'un rattachement à l'université, école fondée et dirigée par un dénommé Thomas Piketty...

PAUVRETÉ

Je vous tiens régulièrement au courant du nombre de pauvres tel qu'il est recensé. Mais il existe de nombreuses façons de mesurer la pauvreté. Les chiffres que je vous transmets concernent généralement la pauvreté monétaire, c'est-à-dire ceux qui ont très peu d'argent. Mais les organismes statistiques européens (eurostat) et français (insee) mesurent aussi la pauvreté en conditions de vie, c'est-à-dire qu'au lieu de prendre l'argent comme critère, ils listent un certain nombre de besoins et définissent comme pauvres ceux qui n'arrivent pas à les satisfaire. Les deux définitions, pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie, non seulement ne donnent pas les mêmes chiffres, mais ne montrent pas les mêmes évolutions.

Eurostat utilise l'expression «privation matérielle» pour désigner l'impossibilité de faire face aux dépenses suivantes: des dépenses imprévues, une semaine de vacances hors du domicile par an, un repas avec viande un jour sur deux, le chauffage adapté du logement, l'achat de biens de consommation durables tel qu'un lave-linge, un téléviseur couleur, un téléphone, une voiture ou encore des impayés (hypothèque ou loyer, factures d'électricité/d'eau/de gaz, achats à crédit ou autres emprunts). Le taux de privation matérielle mesure la part de la population incapable de couvrir les dépenses liées à au moins trois des neuf éléments mesurés. Il parle de «privation matérielle sévère» quand le ménage ne peut pas faire face à quatre types de ces dépenses. D'après eurostat, la pauvreté matérielle sévère a diminué en France, elle concerne 5% de la population en

2013 contre 6,1% en 2004.

L'INSEE, lui, parle de pauvreté en conditions de vie; c'est lorsqu'on cumule au moins huit difficultés parmi vingt-sept répertoriées par l'Institut, regroupées en quatre domaines: l'insuffisance de ressources, les restrictions de consommation, les retards de paiement et les difficultés liées au logement. Le taux de pauvreté selon cette définition (plus large) a plutôt diminué, et notamment continué de légèrement baisser depuis le début de la crise, pour être aux alentours de 12% depuis plusieurs années.

Source: observatoire des inégalités

Etudes complètes: base de données eurostat «revenu et conditions de vie», indicateurs de développement durable de l'INSEE «pauvreté et conditions de vie»